

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

3 AVRIL 2018

TOME II/II

**Séance ordinaire du
mardi 3 avril 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Thibault RASSAT.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Mise à disposition de deux agents de catégorie B auprès du Relais la Maison des Enfants dans la Ville

Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, est une association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. Elle a pour but d'offrir un lieu de rencontre et d'échange pour les enfants et les adultes concernés par les questions de l'enfance.

Son action est orientée autour de trois objectifs principaux :

- L'accueil et l'animation des enfants et des jeunes, l'organisation d'activités sportives, sociales et culturelles,
- La recherche théorique et pratique d'une pédagogie et des équipements adaptés aux conditions actuelles de la vie des enfants,
- La formation, l'étude et le conseil.

Il est proposé de mettre à disposition, pour une période d'un an renouvelable après délibération du Conseil municipal, deux agents titulaires à temps complet de catégorie B relevant du cadre d'emplois des animateurs territoriaux

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu au remboursement des rémunérations des deux agents par l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, à la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition auprès du Relais, Maison des Enfants dans la Ville, de deux agents de catégorie B à temps plein ;
- D'appliquer le principe de remboursement à la Ville des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 04 AVR. 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projets de convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 3 avril 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Thibault RASSAT.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Mise en place d'un Plan De Mobilité (PDM) harmonisé de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole

L'article 51 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte dispose que, dans le périmètre d'un plan de déplacements urbains, toutes les entreprises regroupant plus de 100 salariés sur un même site doivent élaborer un PDM. Le plan de mobilité prévu au 9° de l'article L. 1214-2 vise à optimiser et à augmenter l'efficacité des déplacements liés à l'activité de l'entreprise, en particulier ceux de son personnel, dans une perspective de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et de réduction de la congestion des infrastructures et des moyens de transports.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'autorité organisatrice des transports, maintenant autorité organisatrice des mobilités, est impliquée depuis de nombreuses années dans le développement d'une politique harmonieuse des déplacements sur son territoire. Elle donne notamment la priorité aux mobilités les moins polluantes, aux usagers les plus fragiles, à l'intermodalité afin de limiter la dépendance à l'automobile dans une logique de développement durable et soutenable, de préservation de la qualité de l'air et de lutte contre le bruit.

A ce titre elle agit à la fois en amont au niveau des documents stratégiques comme le Plan de Déplacement Urbain (PDU) ou le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) mais aussi de manière très concrète en construisant et exploitant le réseau de transport en commun, en réalisant des aménagements favorisant les mobilités actives et en assurant des actions de promotion et d'incitation en faveur de ces modes de déplacements pour l'ensemble des usagers, entreprises et structures du territoire.

Le PDM est ainsi un des leviers d'action de mise en œuvre de cette politique.

La démarche de convergence entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est l'occasion, dans un souci d'exemplarité des deux entités, de mettre en place un PDM harmonisé dont les objectifs sont de proposer à chaque agent des solutions de déplacement en les incitant à penser différemment, d'assurer une équité sociale, de promouvoir les déplacements doux et de faciliter le processus de mutualisation.

Le dispositif PDM harmonisé offre plusieurs solutions de déplacement aux agents.

Les modalités pratiques et tarifaires suivantes seront applicables au 1 juin 2018.

1. Le déplacement en transports en commun

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de l'ensemble des lignes TaM ainsi que des parkings Tram, de la mise à disposition gratuite d'un vélo VELOMAG complété de ses éléments de sécurité et d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

La collectivité prend à sa charge 50% du montant de l'abonnement annuel TaM (*40% pour la ville de Montpellier + 10% pris en charge par la Métropole*).

Pour l'année 2018, la participation financière demandée à l'agent sera de 18.06€ par mois.

Pour tous autres abonnements (*Tatoo, Via pro, Hérault Transport ...*), la collectivité prend à sa charge 50% du montant annuel de l'abonnement (la prise en charge est plafonnée à 86.17€/mois en 2018).

2. Le déplacement en vélo classique

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition gratuite d'un vélo avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par la collectivité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Ce dispositif est cumulable avec le dispositif PDM transport en commun.

La perte, le vol ou une dégradation importante du vélo nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
Vélo classique	100 €	100 €	100 €	100 €	50 €	50 €	50 €

3. Le déplacement en vélo pliable pour développer l'intermodalité

Cette nouvelle offre doit pouvoir aider certains agents à faciliter leurs déplacements multimodaux comme le train + vélo ou le tramway + vélo et ainsi développer de nouveaux usages des modes doux.

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition gratuite d'un vélo pliable avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par la collectivité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Ce dispositif est cumulable avec le dispositif PDM transport en commun.

La perte, le vol ou une dégradation importante du vélo nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
Vélo pliable	200 €	200 €	200 €	200 €	200 €	100 €	100 €

4. Le déplacement en vélo à assistance électrique (VAE)

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo classique ou pliable, d'un abonnement transport en commun ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition d'un VAE avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par la collectivité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Pour l'année 2018, la participation financière demandée à l'agent sera de 18.06€ par mois. Cette participation est indexée sur le montant de l'abonnement annuel TaM.

La perte, le vol ou une dégradation importante du VAE nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
VAE	300 €	300 €	300 €	300 €	200 €	100 €	100 €

5. L'expérimentation de l'indemnité kilométrique vélo (IKV)

Afin d'inciter les agents à changer de comportement et favoriser l'usage du vélo pour les déplacements domicile/travail, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent la mise en place d'une expérimentation de l'indemnité kilométrique vélo pour 20 agents de la Ville de Montpellier et 10 agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les conditions d'accès sont les suivantes : l'agent doit être titulaire, stagiaire ou non titulaire mensualisé et ne doit disposer ni d'un accès parking, d'un abonnement transport en commun ou d'un vélo/VAE appartenant à la collectivité.

L'indemnité est fixée à 25 centimes d'euros par kilomètre parcouru entre le lieu de résidence et le lieu de travail.

L'indemnité kilométrique est plafonnée à 216.72€/an en 2018 (montant de la participation annuelle TaM). Elle sera versée mensuellement sur la paie de l'agent.

Ce dispositif est cumulable avec un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail (déduit forfaitairement de l'IKV)

6. Le déplacement en voiture : stationnement parking

Les conditions d'accès sont les suivantes : l'agent doit être titulaire, stagiaire ou non titulaire mensualisé et ne doit disposer ni d'un abonnement transport en commun ou d'un vélo/VAE appartenant à la collectivité ou de l'IKV. De plus, ce dispositif n'est accessible qu'aux agents habitant à plus de 500 mètres d'une station de Tramway et à plus de 2 kilomètres de leur lieu de travail.

Une période transitoire avec maintien des droits d'accès actuels des agents s'ouvrira à compter du 1^{er} juin 2018 pour une durée de 6 mois (jusqu'au 30 novembre 2018). Ce délai permettra aux agents de revoir leur organisation personnelle en termes de déplacements.

La Direction Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial appréciera les demandes de dérogations à ces règles pour raisons médico-sociales. Par ailleurs, il sera du ressort de chaque direction de justifier des demandes de dérogations liées à des contraintes de service ou à des cycles de travail spécifiques. Ces demandes seront alors soumises à la Direction Générale des Services.

Pour plus d'équité, le montant de la participation financière demandé à l'agent est calculé en fonction de son revenu net fiscal.

Cette participation est indexée sur le montant de l'abonnement annuel TaM

Participation mensuelle	Voitures	Deux-roues
A < 25 000 € nets annuels	20 €	10 €
25 000 € < A ≤ 28 000 €	25 €	13 €
28 000 € < A ≤ 32 000 €	30 €	15 €
A > 32 000 € nets annuels	35 €	18 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De dire que les dispositions de la présente délibération abrogent toutes dispositions contradictoires prises par des actes antérieurs ;
- D'approuver les modalités pratiques et tarifaires proposées ;
- De préciser qu'elles seront applicables au 1er juin 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 8 voix

M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 04 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 3 avril 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Thibault RASSAT.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Modification du tableau des effectifs

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

Créations de postes :

Filière administrative :

Rédacteur : création de trois postes

Filière technique :

Agent de Maîtrise : création d'un poste

Ingénieur : Création d'un poste

Filière Médico-sociale :

ATSEM Principal de 2^{ème} Classe : création d'un poste

Filière Animation :

Animateur : création de sept postes

Animateur Principal de 2^{ème} Classe : création de quatre postes

Suppressions de postes : sous réserve de l'avis du Comité Technique du 26 Mars 2018 :Filière Administrative :

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : suppression de quatre postes

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression d'un poste

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste

Technicien principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste

Ingénieur en Chef Hors Classe : suppression d'un poste

Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression de cinq postes

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste

Animateur : suppression de quatre postes

En conséquence, vu l'avis du Comité technique, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 04 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 3 avril 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Thibault RASSAT.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Délibération n°V2018-112

- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 04 AVR. 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe protection fonctionnelle

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 3 avril 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Pascal KRZYZANSKI ayant donné pouvoir à Mylène CHARDES, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Thibault RASSAT.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 1er février 2018

Voir le procès-verbal du Conseil municipal du 1^{er} février 2018 en annexe.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 04 AVR. 2018

Délibération n°V2018-113

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

Table thématique des décisions 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
I. <u>Patrimoine et domanialité</u> 1. Propriétés communales 4. Louage de choses 8. Dons et legs 9. Aliénation de biens immobiliers			
VD2018-009	Direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, Hôtel de Sully, 14 descente en barrat, convention de mise à disposition d'une boîte aux lettres à titre gratuit au Consulat Honoraire de Finlande	Avril Tome II/II	2018/483
VD2018-020	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association CIMM les 13 et 14 Février Tome I, 12, 13 et 14 mars	Avril Tome II/II	2018/489
VD2018-021	Convention de Mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association I.R.R.P. les 24 janvier et 7 Février Tome I	Avril Tome II/II	2018/490
VD2018-022	Convention de mise à disposition de la Maison des Choeurs à l'association COCK A DOODLE DOO	Avril Tome II/II	2018/491
VD2018-024	Convention d'occupation temporaire du domaine public Stand de Tir Police 25m Couvert - Montmaur Ville de Montpellier - SNCF - Sûreté Ferroviaire - SUGE Montpellier 01/01/2018 - 31/12/2018	Avril Tome II/II	2018/495
VD2018-034	Convention de mise à disposition de la maison des chœurs à l'association ANACROUSE le 20 janvier 2018	Avril Tome II/II	2018/510
VD2018-036	Convention de mise à disposition de la Maison des Choeurs à l'Association l'ART-SCENE-MONTPELLIER	Avril Tome II/II	2018/513
VD2018-041	Convention de location Ville / Brigade de Recherche et d'Intervention de Montpellier Villa 480 avenue du Pic Saint Loup Autorisation de signer la convention	Avril Tome II/II	2018/522

VD2018-042	Convention d'occupation temporaire du domaine public Stand de Tir Police 25m Couvert - Montmaur Ville de Montpellier - Ville de Castelnau-Le-Lez 01/01/2018 - 31/12/2018	Avril Tome II/II	2018/524
VD2018-043	Cession et Réforme de véhicules et de matériels	Avril Tome II/II	2018/526
VD2018-044	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Du vent dans les voix les 30 janvier, 13 Février Tome I, 16 mai, 12 et 19 juin 2018	Avril Tome II/II	2018/529
VD2018-065	Avenant à la convention d'utilisation d'équipements sportifs Gymnase Marcel CERDAN Renouvellement de la convention de partenariat Ville de Montpellier - Région Languedoc Roussillon - Lycée Jules FERRY 01/01/2018 - 31/12/2018	Avril Tome II/II	2018/565
VD2018-092	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association ART SANS FRONTIÈRE le 6 Mars 2018	Avril Tome II/II	2018/612
VD2018-126	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association WOULIB le 18 mars 2018	Avril Tome II/II	2018/641
VD2018-128	Convention de mise à disposition de la maison des chœurs à l'association ECUME le 8 mars 2018	Avril Tome II/II	2018/642
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-129	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association BA-BACH le 29 avril 2018	Avril Tome II/II	2018/643
VD2018-130	Convention de mise à disposition de la maison des chœurs à l'association CHORIOLIS	Avril Tome II/II	2018/644
VD2018-135	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association ECUME les 15 et 22 Mars 2018	Avril Tome II/II	2018/645
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
II. <u>Urbanisme</u> 11. Estimations des services fiscaux expropriations 13. Reprises d'alignement – document d'urbanisme 14 et 20. Droits de préemption 17. Avis pour établissement public foncier local 18. Participation constructeur pour ZAC 21. Droits de priorité			
VD2017-384	ZAC de la Restanque Parcelle OM 24 Convention de participation entre la Ville / G IMMO MONTPELLIER / SA3M	Avril Tome II/II	2018/469

VD2018-058	Quartier Hôpitaux Facultés - Plan des Quatre Seigneurs-Secteur Hortus - Autorisation de signature d'un accord-cadre d'études hydrauliques, voiries et réseaux divers	Avril Tome II/II	2018/551
VD2018-066	ZAC de la Restanque Parcelle OM24 Convention de participation entre la Ville de Montpellier /G Immo Montpellier/SA3M Décision du Maire modificative relative à la décision VD2017-384	Avril Tome II/II	2018/567
VD2018-089	DROIT DE PREEMPTION URBAIN Propriété SCI FIPAT R.J.B 6 rue Anatole France et 5 bis place Alexandre Laissac Locaux commerciaux lots 2 et 5 Exercice du droit de préemption	Avril Tome II/II	2018/605
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
III. <u>Finances</u> 2. Emprunts 6. Régies comptables 19. Lignes de trésorerie 24. Demandes de subventions			
VD2018-055	Direction Relations aux Publics Service Administration des Cimetières Régies de recettes Ajout de recettes et d'un mode de paiement	Avril Tome II/II	2018/545
VD2018-075	Direction Proximité et Citoyenneté Service des Maisons pour Tous Modification de la régie de recettes et d'avances des Maisons pour Tous: Ajout de la Maison pour Tous Louis Feuillade	Avril Tome II/II	2018/581
VD2018-076	Direction Paysage et Biodiversité Service Jardins et Espaces Naturels Régie de recettes "Jardins familiaux" Modification de la régie et ouverture d'un compte de dépôt de fonds	Avril Tome II/II	2018/586
VD2018-090	Direction de la Culture Modification de la régie d'avance pour la rémunération des intermittents du spectacle	Avril Tome II/II	2018/608
VD2018-104	Exposition Un dictateur en images, Photographies Heinrich Hoffman au Pavillon Populaire Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère des Armées, pour la réalisation du catalogue	Avril Tome II/II	2018/629
VD2018-112	Mise en place d'une ligne de trésorerie de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA	Avril Tome II/II	2018/633

VD2018-113	Mise en place d'une ligne de trésorerie de dix millions d'euros auprès de BNP PARIBAS	Avril Tome II/II	2018/635
VD2018-138	Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique Service Police Municipale Régie de recettes "Stationnement Espace Mosson" Mise à jour des Actes de la régie	Avril Tome II/II	2018/646
VD2018-141	Direction Paysage et Biodiversité Service Gestion des Ressources Régie de recettes "Jardins familiaux" Modification de la régie et ouverture d'un compte de dépôt de fonds Retire et remplace la décision n° VD2018-076	Avril Tome II/II	2018/649
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
IV. <u>Commande Publique</u>			
VD/2017/276	Attribution d'un marché passé selon une procédure d'Appel d'Offres ouvert pour les Prestations de Services Hôtellerie. (N°6D0053)	Avril Tome II/II	2018/457
VD/2017/328	Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de matériaux, produits et fournitures pour la construction et le bâtiment. (7D0004)	Avril Tome II/II	2018/460
VD/2017/365	Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour des prestations et des logiciels informatiques Marché n° 7D0046	Avril Tome II/II	2018/463
VD/2017/377	Marché 6D00401250/4498CO16 - Fabrication pose et dépose d'articles de pavoisement - Avenant n° 1	Avril Tome II/II	2018/465
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2017-382	Marché Public - Entretien des espaces verts et du vignoble de l'Agriparc du Mas Nouguier - N°7D0027	Avril Tome II/II	2018/467
VD2017-392	MONTPELLIER GRAND COEUR Avenant n° 1 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatif aux actions de la Ville en faveur du patrimoine	Avril Tome II/II	2018/471
VD2018-005	Avenant n°1-Modification de la répartition des honoraires et prolongation de la durée du marché 6D0045-Mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret-Marché subséquent n°1 pour la réalisation de mission AVP-Autorisation de signer l'avenant.	Avril Tome II/II	2018/475

VD2018-006	Autorisation de passer des commandes à l'UGAP pour l'achat de véhicules légers et de deux roues. (8D0001)	Avril Tome II/II	2018/477
VD2018-007	Marché public: location de films pour le cinéma Nestor Burma 8B0003	Avril Tome II/II	2018/479
VD2018-018	Prestations topographiques et foncières Marché n° 7D0016	Avril Tome II/II	2018/485
VD2018-019	Attribution de l'accord-cadre en procédure adaptée n° 7B0077 Achat, maintenance et réparations d'armoires fortes et coffres forts pour l'armement de la Police Municipale de la Ville de Montpellier Autorisation à signer le marché	Avril Tome II/II	2018/487
VD2018-023	Marché à procédure adapté de travaux d'aménagement pour l'accueil du service municipal Espace Jeunesse à l'ancien Hôtel de Ville	Avril Tome II/II	2018/492
VD2018-025	Marché public n° 7D0006 - Travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage, et d'armoires électriques- Lot 1- Groupe scolaire Paul Painlevé : rénovation de la chaufferie et de certains réseaux de chauffage AVENANT N° 1	Avril Tome II/II	2018/497
VD2018-027	MONTPELLIER GRAND COEUR Etudes de programmation des espaces publics pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre Grand Cœur. Attribution du marché 7D0023	Avril Tome II/II	2018/499
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-028	Avenant n° 1- Augmentation du montant des lots 1 et 11 du marché N°6D0020-Réaménagement de la zone technique - phase 2: clinique vétérinaire et quarantaine. Prolongation de la durée du marché pour tous les lots-Autorisation de signer l'avenant	Avril Tome II/II	2018/501
VD2018-029	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de changes complets pour bébé. (N°7B0086)	Avril Tome II/II	2018/503
VD2018-030	Marché public de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement des archives municipales de la Ville de Montpellier dans les anciens locaux des archives départementales	Avril Tome II/II	2018/5056
VD2018-033	MARCHE PUBLIC - Amélioration et sécurisation de la production frigorifique positive de l'Unité Centrale de Production de la Cuisine Centrale - Marché n°7B0104	Avril Tome II/II	2018/508

VD2018-035	Marché public: transport d'œuvres pour l'exposition Crash Test séquence 4 à la Panacée 7B0110	Avril Tome II/II	2018/511
VD2018-037	Marché de prestations de fabrication, fourniture, pose et dépose de panneaux de chantier ou de communication à réaliser dans le cadre et en vue des travaux de mise en accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier - Période 2018 à 2021	Avril Tome II/II	2018/514
VD2018-045	Marché de services de nettoyage des parties communes et privatives de l'Ancien Hôtel de Ville Marché n° 2911S17.03 Avenant n°1	Avril Tome II/II	2018/530
VD2018-046	Attribution d'un accord-cadre passé selon une procédure adaptée pour le ramonage des conduits de fumée et des chaudières des bâtiments communaux, du CCAS et de Montpellier Méditerranée Métropole (N° 7B0102)	Avril Tome II/II	2018/532
VD2018-047	Marché n°7D0036 - Marché de service relatif à la prestation d'assurance pour les besoins de la Ville de MONTPELLIER Lot 1: Assurance Responsabilité civile et risques annexes Lot 2: Assurance Flotte Automobile et risques annexes Lot 3: Assurance multirisques Garage	Avril Tome II/II	2018/534
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-050	Décision relative à l'avenant n°1 au Marché 4045CO15/6C0006 - Veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier	Avril Tome II/II	2018/540
VD2018-051	Attribution de l'accord-cadre en procédure adaptée n°7C0017 Gestion de l'animal en Ville Autorisation à signer le marché	Avril Tome II/II	2018/542
VD2018-056	Marché n° 7D0035 Fourniture et maintenance préventive, corrective et évolutive du système de gestion des files d'attente dans l'hôtel de Ville et les mairies de proximité	Avril Tome II/II	2018/547
VD2018-062	Restauration des corps de garde et des murs d'échiffre Marché de maîtrise d'œuvre 5B0123 - Avenant N°1	Avril Tome II/II	2018/559
VD2018-064	Annule et remplace la décision n°VD/2017/371 - Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptées pour la maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid (n°7C0015)	Avril Tome II/II	2018/563

VD2018-073	Marché Public - Prestations d'entretien d'espaces verts par Eco-pâturage - N°7D0032	Avril Tome II/II	2018/577
VD2018-074	Extension et Réhabilitation partielle de l'école PAPE CARPANTIER Mission de Maîtrise d'Œuvre Marché 6D0039 Avenant n° 1	Avril Tome II/II	2018/579
VD2018-080	Marché passé selon une procédure adaptée Prestations d'audiotypie N° 7B0089	Avril Tome II/II	2018/591
VD2018-088	Marché n° 6D0020 Réaménagement de la zone technique du Parc de Lunaret-Phase 2 (bâtiments : clinique vétérinaire et quarantaine) Lot n°10 : chauffage-ventilation-plomberie-sanitaire : Résiliation	Avril Tome II/II	2018/603
VD2018-091	Annule et remplace la décision n° VD/2017/289 Contrat de maintenance et service d'aide à l'exploitation AS TECH Solutions Marché n° 7C0025	Avril Tome II/II	2018/610
VD2018-101	Fourniture de titres de transport aérien sur le territoire national Déplacements des élus et du personnel municipal MAPA n° 7B0070	Avril Tome II/II	2018/625
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-111	Marché public: Location et mise en place d'équipements de distribution électrique et de groupes électrogènes 8B0011	Avril Tome II/II	2018/631
VD2018-116	Marché public: contrat d'exposition de l'installation Dominoes dans le cadre de la ZAT 2018 8B0028	Avril Tome II/II	2018/637
VD2018-118	Mise en place et réparation des panneaux de signalétique des bâtiments gérés par la Direction Travaux et Maintenance MAPA n° 8B0005	Avril Tome II/II	2018/639
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
V. <u>Contentieux</u> 5. Contrats d'assurance 10. Rémunérations frais juridiques 15. Contentieux 16. Accidents véhicules municipaux			
VD2018-038	Procédure de médiation judiciaire Commune de MONTPELLIER c/ M. ET MME ROUX Décision d'ester	Avril Tome II/II	2018/516

VD2018-039	Commune de MONTPELLIER / Epoux FOURCADIER Procédure de médiation judiciaire Décision d'ester	Avril Tome II/II	2018/518
VD2018-040	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ MARTIN Alain Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° DP 34172 17 00730	Avril Tome II/II	2018/520
VD2018-049	Commune de MONTPELLIER / Epoux FOURCADIER Recours en responsabilité TA 1706152-4 Décision d'ester	Avril Tome II/II	2018/538
VD2018-057	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ MAURY Hélène Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0327	Avril Tome II/II	2018/549
VD2018-059	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ SOCIETE HENRI D'ALBERT Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0327	Avril Tome II/II	2018/553
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-060	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ SCI ARPER Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0035	Avril Tome II/II	2018/555
VD2018-063	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ DORMEAU TEISSIER Exécution forcée de la vente d'un ensemble immobilier suite à préemption	Avril Tome II/II	2018/561
VD2018-067	Contentieux MONTPELLIER c/ MILLOT Jean-Noël Dossier PE 34172 17V0070 Décision de défendre	Avril Tome II/II	2018/569
VD2018-069	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ DORMEAU TEISSIER Assignation devant le TGI en vue d'obtenir l'annulation de la vente d'un ensemble immobilier suite à préemption	Avril Tome II/II	2018/573
VD2018-070	Contentieux Monsieur Bernard COUTU Recours contre le refus d'indemnisation d'un préjudice lié au refus d'inhumation de son père à Montpellier Décision de défendre	Avril Tome II/II	2018/575

VD2018-081	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ SCI MEDITERRANEE (APPEL) Appel de la commune de Montpellier contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 18/01/2018	Avril Tome II/II	2018/593
VD2018-082	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ PRADAUD Anne-Marie Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0108	Avril Tome II/II	2018/595
VD2018-083	Contentieux MONTPELLIER c/ ESPINOS Juanito Dossier PE 34172 16V0069 Décision de défendre	avril	2018/597
VD2018-084	Contentieux Éric et Nicole TERNON Recours contre l'opposition à tiers détenteurs du 19 Octobre Tome I 2017 Décision de défendre	Avril Tome II/II	2018/599
VD2018-085	Contentieux MONTPELLIER c/ EL MAHZOUM Farid Dossier PE 34172 16V0095 Décision de défendre	Avril Tome II/II	2018/601
VD2018-093	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ CANNAT Marie-Christine (PCM01) Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0233 M01	Avril Tome II/II	2018/613
VD2018-094	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ SARL HOLDIM Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0236	Avril Tome II/II	2018/615
VD2018-095	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ LONJON Rémy et Anne Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0327	Avril Tome II/II	2018/617
VD2018-096	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ COMBE Bernard et Patricia Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0327	Avril Tome II/II	2018/619
VD2018-097	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ BONNET Pierre-Antoine (PC M01) Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 15V0227 M01	Avril Tome II/II	2018/621

VD2018-098	Contentieux Madame Véronique SORRANT Recours contre le refus d'indemnisation de son préjudice commercial lié à la fermeture des Halles Laissac Décision de défendre	Avril Tome II/II	2018/623
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VI. <u>Divers</u> 7. Concession de cimetières 12. Créations de classes dans les établissements d'enseignement 22. Diagnostics d'archéologie préventive 23. Renouvellement d'adhésions aux associations			
VD2018-001	Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux associations de conservation ex situ des espèces animales menacées et aux réseaux professionnels des parcs zoologiques pour l'exercice 2018	Avril Tome II/II	2018/473
VD2018-008	Direction Paysage et Biodiversité Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2018	Avril Tome II/II	2018/481
VD2018-048	Adhésion à l'association des villes marraines. Année 2018	Avril Tome II/II	2018/537
VD2018-061	Renouvellement d'adhésion à l'association Centre-Ville en Mouvement 2018 - Cotisation	Avril Tome II/II	2018/557
VD2018-068	Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique Cotisations à des organismes nationaux Année 2018	Avril Tome II/II	2018/571
VD2018-078	Direction de la Culture et du Patrimoine Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2018	Avril Tome II/II	2018/589
VD2018-102	Rétrocession de concession quingénaire au cimetière Saint-Lazare - Acte 45577	Avril Tome II/II	2018/627



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché passé selon une
procédure d'Appel d'Offres ouvert pour les
Prestations de Services Hôtellerie.
(N°6D0053)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté N°A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat Prestations de Services Hôtellerie pour les services de la Ville. Ces prestations sont de nature à assurer l'hébergement de convives lors de l'accueil de délégations ou à l'occasion de toutes autres manifestations organisées par la Ville de Montpellier sur la commune. Le Service des Relations Internationales sera le principal utilisateur de ce marché ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, en date du 24 mai 2017, soumis aux articles 25- I. 1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché n°6D0053 est passé en application de l'article 78 dudit Décret relatif aux accords-cadres (Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum).
Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur de chaque collectivité au fur et à mesure des besoins.
Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de la notification du marché. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2019-2020-2021) ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°1(Hôtellerie 2 étoiles) étaient les suivants : le prix pour 40%, la valeur technique pour 60% ;

Décision n° VD/2017/276

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 octobre 2017, a attribué le lot n°1 à la société HOTEL DES ARTS, 6 Boulevard Victor Hugo, 34000 MONTPELLIER, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°2 (Hôtellerie 3 étoiles) étaient les suivants : le prix pour 40%, la valeur technique pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 octobre 2017, a attribué le lot n°2 aux sociétés, dans l'ordre suivant et selon leur disponibilité, CAMPANILE, Avenue du Mas d'Argelliers 34000 MONTPELLIER, IBIS STYLES, 6 Rue Baudin 34000 MONTPELLIER, IBIS CENTRE 95 Place Vauban 34000 MONTPELLIER et BEST WESTERN EUROCIEL, 6 Rue Baudin, 34000 MONTPELLIER, qui ont respectivement proposé des offres économiquement avantageuses au regard de l'ensemble des critères ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°3 (Hôtellerie 4 étoiles) étaient les suivants : le prix pour 40%, la valeur technique pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 octobre 2017, a attribué le lot n°3 à la société CROWNE PLAZA, 190 rue d'Argencourt 34000 MONTPELLIER, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°4(Appart Hôtel) étaient les suivants : le prix pour 40%, la valeur technique pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 octobre 2017, a attribué le lot n°4 à la société CITADINES 588, Boulevard Antigone 34000 MONTPELLIER, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Prestations de Services Hôtellerie » n°6D0053 avec :
 - *la société HOTEL DES ARTS, pour une estimation annuelle de commandes de 10 000 € HT) pour le lot n°1(Hôtellerie 2 étoiles).
 - *Les sociétés, dans l'ordre suivant et selon leur disponibilité, CAMPANILE, IBIS STYLES, IBIS CENTRE et BEST WESTERN EUROCIEL, pour une estimation annuelle de commandes de 50 000 € HT pour le lot n°2 (Hôtellerie 3 étoiles).
 - *La société CROWNE PLAZA, pour une estimation annuelle de commandes de 25 000 € HT pour le lot n°3 (Hôtellerie 4 étoiles).
 - *la société CITADINES, pour une estimation annuelle de commandes de 10 000 € HT pour le lot n°4 (Appart Hôtel) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, tous chapitres, pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de la notification du marché. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2019-2020-2021) ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché « Prestations de Services Hôtellerie » N°6D0053, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Décision n° VD/2017/276

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 06/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de matériaux, produits et
fournitures pour la construction et le bâtiment.
(7D0004)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériaux, produits et fournitures pour la construction et le bâtiment les services de la Ville. Ces achats sont de nature à assurer les travaux d'entretien et de construction des bâtiments de la Ville de Montpellier ainsi qu'à l'occasion de toutes autres manifestations organisées par celle-ci sur la commune ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, en date du 23 mai 2017, soumis aux articles 25- I. 1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché n°7D0007 est passé en application de l'article 78 dudit Décret relatif aux accords-cadres (Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum) ;
Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de la notification du marché. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2019-2020-2021), sans que ce délai puisse excéder le 31 décembre 2021 ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°1(Bois et dérivés) étaient les suivants : le prix pour 80% et les performances en matière de protection de l'environnement pour 20% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 21 novembre 2017, a attribué le lot n°1 à la société DMPB, 2080 avenue des Landiers, 73024 CHAMBERY, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décision n° VD/2017/328

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°2 (Lasures, fournitures et produits pour l'agencement intérieure) étaient les suivants : le prix pour 40%, la valeur technique pour 40% et les performances en matière de protection de l'environnement pour 20% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 21 novembre 2017, a attribué le lot n°2 à la société THEODORE, 652 rue de la Jasse de Maurin, 34070 MONTPELLIER, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°3 (Peintures bâtiment) étaient les suivants : le prix pour 40%, la valeur technique pour 40% et les performances en matière de protection de l'environnement pour 20% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 21 novembre 2017, a attribué le lot n°3 à la société CHABAUD, 380 rue Terre de Roy ZI, 34748 VENDARGUES, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°4 (Verres et dérivés) étaient les suivants : le prix pour 80% et les performances en matière de protection de l'environnement pour 20% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 21 novembre 2017, a attribué le lot n°4 à la société COULEURS DE TOLLENS, 71 Bd du Général Leclerc, 92583 CLICHY, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°5 (Matériaux, produits et fournitures pour la construction et le bâtiment) étaient les suivants : le prix pour 80% et les performances en matière de protection de l'environnement pour 20% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 21 novembre 2017, a attribué le lot n°5 à la société MERIDIONALE DES BOIS ET MATERIAUX, 43 rue de l'Industrie ZA la Domitienne, 34500 BEZIERS, qui a proposé une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°6 (Agrégats divers) étaient les suivants : le prix pour 80% et les performances en matière de protection de l'environnement pour 20% ;
- Que l'offre du candidat LEYGUES HENRI SARL, les Millièrès, 34230 POUZOLS, est irrégulière pour non-respect du cadre de la consultation (le candidat n'a pas remis le cadre du mémoire technique concernant le critère « performances en matière de protection de l'environnement ») ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 21 novembre 2017, a déclaré ce lot n°6 infructueux qui sera relancé à une date ultérieure.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achats de matériaux, produits et fournitures pour la construction et le bâtiment » n°7D0004 avec la société D.M.P.B. pour une estimation annuelle de commandes de 60 000 € HT pour le lot n°1 (Bois et dérivés), la société THEODORE pour une estimation annuelle de commandes de 30 000 € HT pour le lot n°2 (Lasures, fournitures et produits pour l'agencement intérieure), la société CHABAUD pour une estimation annuelle de commandes de 20 000 € HT pour le lot n°3 (Peintures bâtiment), la société COULEURS DE TOLLENS pour une estimation annuelle de commandes de 15 000 € HT pour le lot n°4 (Verres et dérivés), la société MERIDIONALE DES BOIS ET MATERIAUX pour une estimation annuelle de commandes de 15 000 € HT pour le lot n°5 (Matériaux, produits et fournitures pour la construction et le bâtiment), le lot n°6 (Agrégats divers) déclaré infructueux sera relancé à une date ultérieure.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, tous chapitres, pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de la notification du marché. Ces marchés peuvent être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2019-2020-2021) sans que ce délai puisse excéder le 31 décembre 2021.

Décision n° VD/2017/328

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché « Achats de matériaux, produits et fournitures pour la construction et le bâtiment » n°7D0004, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 13/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Systèmes d'Information**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Recours à l'Union des Groupements d'Achats
Publics pour des prestations et des logiciels
informatiques
Marché n° 7D0046**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'article 26 de l'ordonnance N° 2015-899 du 23 juillet 2015 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a besoin régulièrement de prestations informatiques pour l'accompagnement, la réalisation d'applications, d'outils d'aide à la décision ou de solutions de dématérialisation ainsi que de logiciels standards avec les prestations associées ;
- Que la Ville de Montpellier souhaite mener une expérimentation de nouvelles classes mobiles dans ses écoles ;
- Que la Direction des Systèmes d'Information, en fonction de la charge de travail de ses services, n'est pas toujours en mesure de répondre à ces besoins dans le délai souhaité ;
- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- Que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ces besoins ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la réalisation de prestations informatiques, l'acquisition de logiciels standards et l'acquisition de classes mobiles selon la procédure en

Décision n° VD/2017/365

vigueur pour un montant maximum de 300 000 € HT sur une période d'un an à compter de la date d'effet de cette décision ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitres 900 et 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 01/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Communication****Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier****Marché 6D00401250/4498CO16 - Fabrication
pose et dépose d'articles de pavoisement -
Avenant n° 1****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA ;
- Vu la décision n°2016/0474 attribuant le marché n° 6D00401250/1 **Fabrication pose et dépose d'articles de pavoisement** à l'entreprise DECOR34, sises 34000 MONTPELLIER pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 200 000 € HT pour une durée de 1 an ;

Considérant :

- que la procédure d'attribution du marché prenant la suite du marché actuel ne sera pas achevée avant l'échéance du 02/02/2018, il convient de prolonger le marché en cours exécution jusqu'au 30/04/2018.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 avec l'entreprise DECOR34 de prolongation au marché 6D00401250/1 **Fabrication pose et dépose d'articles de pavoisement**, avenant sans incidence sur le montant du marché.

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la ville et de la métropole, chapitres 930, 933, 936.

Décision n° VD/2017/377

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25/01/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 29/01/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché Public - Entretien des espaces verts et du
vignoble de l'Agriparc du Mas Nouguier -
N°7D0027**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° 2017-5115 du 28 novembre 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux d'entretien des espaces verts et du vignoble de l'Agriparc Mas Nouguier ;
- Qu'une consultation a été lancée en application
 - des articles 25-I.1°, 67 à 68 et de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ainsi que l'article 78 du même décret relatif aux accords-cadres ;
 - de l'article 36 I de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics réservés à des entreprises adaptées.
- Qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, non alloti, avec un opérateur économique, sans minimum, ni maximum, pour une durée de un an avec une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60%) ;
 - prix des prestations (40%).

Décision n° VD2017-382

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12/12/2017 a attribué le marché à l'entreprise adaptée Les Ateliers de Maguelone, domaine de Maguelone 34750 Palavas les Flots, présentant une offre économiquement avantageuse"

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché « *Entretien des espaces verts et du vignoble de l'Agriparc du Mas Nouguier* » à l'entreprise adaptée « Les Ateliers de Maguelone » ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville section fonctionnement chapitre 935 et section d'investissement chapitre 905 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 FEV. 2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 06 FEV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement Programmation
Service Formes Urbaines

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

ZAC de la Restanque
Parcelle OM 24
Convention de participation entre la Ville / G
IMMO MONTPELLIER / SA3M

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération n° 2012/273 du conseil municipal du 25/06/2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ;
- Vu la concession d'aménagement signée le 26/07/2012 ;
- Vu la délibération n° 2014/99 du 17/02/2014 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement signé le 18/03/2014 ;
- Vu la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016.
- Vu l'arrêté donnant délégation à Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement foncier ;

Considérant :

- Que la société G IMMO MONTPELLIER, constructeur, souhaite réaliser l'aménagement de surface de plancher complémentaire dans un bâtiment existant à usage d'artisanat situés 335 rue du Mas de Portaly dans le périmètre de la ZAC de la Restanque ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société G IMMO MONTPELLIER et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, la parcelle cadastrée section OM 24 objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :

Décision n° VD2017-384

- surface de plancher (SDP) envisagée : 1 373 m² SDP de locaux à usage d'artisanat
- Calcul du montant estimé de la participation :
- Base de calcul : 80 €/m² SDP pour les locaux à usage d'artisanat (valeur année mai 2017) :
 $1\,373\text{ m}^2 \times 80\text{ €} = 109\,840\text{ €}$

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la conclusion de la convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société G IMMO MONTPELLIER et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;
- D'autoriser Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 16/01/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 18/01/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Cœur
Service Patrimoine

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

MONTPELLIER GRAND COEUR
Avenant n° 1 au marché d'assistance à maîtrise
d'ouvrage relatif aux actions de la Ville en faveur
du patrimoine.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Que le marché n°6C00282850 d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatif aux actions de la Ville en faveur du patrimoine a été attribué au groupement conjoint Serge AIMETTI – Cédric COUISSIN – MISSION CADRE (Luc NEPLES) – Caroline ROCHETTE par décision D-2017/023 ;
- Que la société MISSION CADRES employant Luc NEPLES lors de la conclusion du marché initial, est uniquement une société de portage salarial ;
- Que Luc NEPLES a démissionné de MISSION CADRE et s'est engagé avec une nouvelle société de portage salarial (INSTITUT DU TEMPS GERE) ;
- Que la société MISSION CADRE a fourni une attestation de fin de collaboration précisant la liberté pour Luc NEPLES de faire établir ses contrats en cours sous une autre entité ;
- Que Luc NEPLES a conservé son rôle de référent d'opérations dans le cadre des missions du marché 6C00282850 ;
- Que l'ensemble des clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables ;
- Qu'il y a lieu de formaliser un avenant au marché 6C00282850 autorisant la cession du contrat du titulaire co-traitant actuel MISSION CADRE vers le nouveau titulaire co-traitant INSTITUT DU TEMPS GERE.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2017-392

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant au marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07/03/2018
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret
aux associations de conservation ex situ des
espèces animales menacées et aux réseaux
professionnels des parcs zoologiques pour
l'exercice 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint Délégué aux espaces verts, au Parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu la délibération du conseil municipal n°2014/13 en date du 17 février 2014 ;
- Vu la Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « Directive zoo », transposée dans l'arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique.

Considérant que :

- Les parcs zoologiques sont ainsi encouragés à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées ;
- Le Parc de Lunaret, pour assurer son fonctionnement et la gestion de sa collection animale, se doit d'adhérer aux réseaux professionnels des parcs zoologiques au niveau français et européen ;
- Le Parc de Lunaret participe aux Programmes Européens d'Elevage (E.E.P.), Studbooks Européens(E.S.B.) et Studbooks Internationaux (I.S.B.) mis en place par l'European Association of Zoos and Aquarias (EAZA), qui développe des partenariats d'élevage et d'échanges d'espèces animales menacées ;
- L'adhésion à cette association et l'implication dans ces programmes d'élevage est par ailleurs une reconnaissance de l'implication concrète du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.

Décide en conséquence :

- De renouveler son adhésion aux associations de conservation « ex situ » des espèces animales menacées et aux réseaux professionnels de parcs zoologiques et de fixer le montant des cotisations pour l'exercice 2018 de manière suivante :

NOM DE L'ORGANISME	CHAPITRE	MONTANT en euros
Ordre National des Vétérinaire	933	977,10
AFVPZ : Association des Vétérinaires de Parcs Zoologiques	933	69
EAZA : European Association of Zoos and Aquarias	933	1923
EAZWV Association Européenne des Vétérinaires de Zoos et de la Faune Sauvage	933	534
Species 360 : International Species Informations System	933	1810,98
AFDPZ : Association française des parcs zoologiques	933	3250

- Que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;
- Que Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/2/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 16/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Avenant n°1-Modification de la répartition des
honoraires et prolongation de la durée du marché
6D0045-Mission de maîtrise d'œuvre paysagère et
technique pour la réhabilitation du parc
zoologique de Lunaret-Marché subséquent n°1
pour la réalisation de mission AVP-Autorisation
de signer l'avenant.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu l'arrêté municipal portant délégation à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint délégué aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu la décision N°2016/0446 attribuant le marché n° 6D0045 pour une mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du Parc Zoologique de Lunaret, marché subséquent N°1 pour la réalisation de la mission AVP, au groupement d'entreprises TN+ / SCP Boyer Percheron / Les éclaireurs / agence NC / Setec International, ayant pour mandataire TN+ paysagiste pour un montant de 291 910.00 euros HT et pour une durée de 15 mois non reconductible.

Considérant :

- Que la ventilation des travaux par nature d'ouvrage, qui avait été fixée initialement dans le programme des travaux, s'avère modifiée suite à plusieurs facteurs :
 - Diminution de l'enveloppe travaux de la partie de traitement forestier compte tenu d'une prise en charge directe par le maître de l'ouvrage de la gestion forestière du site ;
 - Diminution de l'enveloppe des travaux de VRD compte tenu du tracé des nouveaux périmètres d'enclos ;

Décision n° VD2018-005

- Augmentation de l'enveloppe des travaux relative à la construction des abris animaux et la réhabilitation de la ferme pédagogique.
- Que deux ordres de services de prolongation des délais de fin de marché ont été actés et que depuis le maître d'ouvrage a émis ses réserves en termes financier et technique.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché, mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du Parc zoologique de Lunaret –marché subséquent n°1 pour la réalisation de la mission AVP attribué au groupement d'entreprises TN PLUS, SCP Boyer Percheron / société Les éclaireurs /Agence NC (scénographe)/ Setec International, pour modification de la répartition des honoraires entre les cotraitants sans impact sur le total du marché, comme suit :

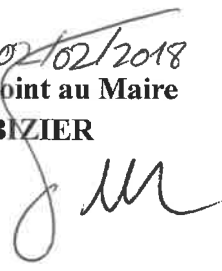
- TN+ Paysage (Mandataire) pour 169 227 euros H.T
- SCP Boyer Percheron pour 29 482 euros H.T
- Setec International pour 70 418 euros H.T
- Les Eclaireurs pour 3 971 euros H.T et
- Agence NC pour 18 812 euros H.T

Et d'autoriser la prolongation de la durée du marché de 9 mois supplémentaires portant ainsi la date de fin du marché au 20 mars 2018 ;

Article 2 : D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07/02/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 07/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Autorisation de passer des commandes à l'UGAP
pour l'achat de véhicules légers et de deux roues.
(8D0001)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances ;

Considérant :

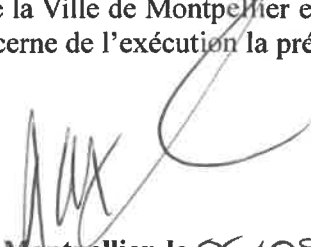
- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de véhicules, tous types, de deux à quatre roues, dans le cadre du programme d'achats de la Ville de Montpellier, pour l'année 2018 ;
- Que les conditions tarifaires de l'UGAP sont intéressantes pour la Ville de Montpellier, rabais compris entre 28% et 43% sur le tarif public en fonction des modèles (véhicules particuliers, véhicules utilitaires, fourgons, et scooters de deux et trois roues). Les conditions sont jusqu'à 10% plus avantageuses que celles que la Ville pourrait obtenir en lançant sa propre procédure ;
- Que l'UGAP respecte en tous points la législation sur les marchés publics.

Décide en conséquence :

- D'autoriser les commandes à la société UGAP pour un montant total maximum de commandes de 600 000 € HT. Ce montant correspond au total des différents budgets d'investissement de la Ville pour l'achat de véhicules. C'est un marché unique (8D0001), d'une durée d'exécution d'un an à compter de sa date de notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint Délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Décision n° VD2018-006

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution la présente décision.



Montpellier, le 06/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 07/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public: location de films pour le cinéma
Nestor Burma
8B0003**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Marsala.

Considérant :

- Que la programmation du cinéma Nestor Burma se construit au fil de l'année, en fonction de l'offre cinématographique présente sur le marché ;
- Que les films programmés sont loués auprès de leurs distributeurs respectifs, seuls détenteurs des droits d'exploitation et de diffusion ;
- Que la mise en concurrence entre ces distributeurs est manifestement impossible et qu'en conséquence ce marché peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article 30 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché de location de films pour le cinéma Nestor Burma aux différents distributeurs, pour un montant global maximum de 50 000 euros HT pour l'année 2018 ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Décision n° VD2018-007

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24/01/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 29/01/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction Paysage et Biodiversité
Cotisations à des organismes nationaux
pour l'année 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, à l'Environnement, au Développement durable, à la Biodiversité et au climat ;

Considérant :


- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux pour le versement de cotisations, depuis de nombreuses années ;
- Que dans la thématique « Ecologie urbaine », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion aux organismes suivants au titre de l'année 2018 ;

Organisme	Montant
ICLEI - Conseil International pour les Initiatives Environnementales Locales	2 250 €
Agropolis International	20 000 €
Plante & Cité	3 090 €
ANEV – Association Nationale des Elus du Vin	800 €
CNVVF – Conseil National des Villes et Villages fleuris	1 100 €
TOTAL :	27 240 €

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement des cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 27 240 € sur les crédits inscrits au budget primitif 2018 de la Ville, section de fonctionnement, chapitre 935 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 30/01/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 01/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales**

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Maison des Relations Internationales Nelson
Mandela, Hôtel de Sully, 14 descente en barrat,
convention de mise à disposition d'une boîte aux
lettres à titre gratuit au Consulat Honoraire de
Finlande**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Que l'Ambassade de Finlande, souhaitant domicilier le Consulat Honoraire de Finlande nouvellement créé, à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela ;
- Que la Ville de Montpellier héberge, au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, plusieurs consulats honoraires ;

Décide en conséquence :

- De mettre à disposition une boîte aux lettres à l'accueil de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, par une convention de mise à disposition à titre gratuit ;
- Que cette convention de mise à disposition prendra effet dès la signature de la convention et pour une durée de dix ans ;
- Que ladite convention de mise à disposition sera annexée à la présente décision.

Montpellier, le 13/02/2018
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 13/02/2018
Notifiée le :

Décision n° VD2018-009

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Conduite et Opérations

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Prestations topographiques et foncières **Marché n° 7D0016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max Lévida, Premier Adjoint au Maire, Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la Ville a besoin de faire réaliser :
 - Des missions de levés topographiques et relevés de bâtiments
 - Des missions de géomètres ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée sous la référence 7D0016 « Prestations topographiques et foncières » conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an. Il peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Pour le lot 1 : Missions de levés topographiques et relevés de bâtiments :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1-Valeur technique	60%
2-Prix des prestations	40%

Pour le lot 2 : Missions de géomètres- Prestations foncières :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1-Prix des prestations	60%
2-Valeur technique	40%

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 5 décembre 2017 a attribué le marché au groupement d'entreprises présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprise retenue</i>	<i>Adresse</i>
1	Missions de levés topographiques et relevés de bâtiments	BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PE- LORCE	134 rue de Font Caude 34080 Montpellier
2	Missions de géomètres- Prestations foncières	BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PE- LORCE	134 rue de Font Caude 34080 Montpellier

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du marché 7D0016 au groupement d'entreprises suivantes :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprise retenue</i>
1	Missions de levés topographiques et relevés de bâtiments	BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PELORCE
2	Missions de géomètres- Prestations foncières	BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PELORCE

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 900 à 908 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30/01/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 30/01/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution de l'accord-cadre en procédure
adaptée n° 7B0077
Achat, maintenance et réparations d'armoires
fortes et coffres forts
pour l'armement de la Police Municipale de la
Ville de Montpellier
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Lorraine Acquier, adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite acquérir des armoires fortes et coffres forts pour l'armement de la Police Municipale ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée en date du 24 octobre 2017 conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour une durée de 4 ans à compter de la notification du marché ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et avec un maximum, passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres ;
- Que le seuil maximum est de 85 000,00 Euros H.T. sur la durée totale de 4 ans ;
- Que la société SERRURERIE VANAUD sise 3 Boulevard Victor Hugo – 34000 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
- Montant des prestations : 40 %

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-019

- D'attribuer le marché à procédure adaptée sous la forme d'accord cadre à bons de commande à la société SERRURERIE VANAUD sise 3 Boulevard Victor Hugo – 34000 Montpellier pour un montant total maximum de 85 000,00 Euros H.T.;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique - Chapitres : 901 et 931 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe au Maire déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires, à signer les marchés avec la société retenue, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 26/01/2018

Madame l'Adjointe au Maire

Lorraine ACQUIER

Publiée le : 29/01/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Choeurs à l'Association CIMM les 13 et 14
février, 12, 13 et 14 mars**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association CIMM a déposé une demande en vue d'utiliser la salle de répétition de la Maison des Choeurs le 13 et 14 février, 12, 13 et 14 mars de 10h à 18h
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 180 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Choeurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 06/02/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de Mise à disposition de la Maison
des Chœurs à l'association I.R.R.P. les 24 janvier
et 7 février**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association I.R.R.P. a déposé une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 24 janvier et le 7 février de 19h30 à 23h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 06/02/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Convention de mise à disposition de la Maison des Choeurs à l'association COCK A DOODLE DOO

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association COCK A DOODLE DOO a déposé une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs les 12 et 19 février, 16 et 23 avril, 7 mai de 20h à minuit et le 13 mai de 13h à 1h.
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 240 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 06/02/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 12/02/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché à procédure adaptée de travaux
d'aménagement
pour l'accueil du service municipal Espace
Jeunesse
à l'ancien Hôtel de Ville**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- Vu la délibération n° 2014-135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire, modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-0041 du 15 février 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de réalisation des travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max Lévia, premier adjoint, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par décision n° 2016-0041 du 15 février 2016, une convention de mandat de réalisation des travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier, a été signé avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à des travaux d'aménagement pour l'accueil du service municipal l'Espace Jeunesse, au rez-de-chaussée de l'ancien Hôtel de Ville, sis 1 place Francis Ponge à Montpellier ;
- Que dans ce cadre, il est nécessaire de désigner des entreprises pour la réalisation de travaux ;
- Qu'en conséquence une procédure adaptée ouverte a été lancée, conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Que le marché est alloti en 4 lots désignés ci-dessous :

LOT 1 : Cloisons – Faux-Plafonds – Menuiseries intérieures - Agencement
LOT 2 : Sols souples – Peintures – Signalétique

Décision n° VD2018-023**LOT 3 : Chauffage – Rafraîchissement – Ventilation – Plomberie Sanitaire****LOT 4 : Electricité – Courant faible**

- Qu'il est prévue une décomposition en tranches pour le LOT 1, le marché comportant une tranche ferme et 6 tranches optionnelles ;
- Que le marché démarrera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux (délai d'exécution du lot 1 : 60 jours tranche ferme et 60 jours tranches optionnelles, délai d'exécution des lots 2, 3, 4 : 60 jours) ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60 % et prix 40 % ;
- Qu'après analyse des offres, selon les critères techniques et financiers et ainsi qu'il est rapporté par le mandataire la SA3M dans son rapport du 20 décembre 2017, de retenir pour les travaux d'aménagement du service Espace Jeunesse dans l'ancien Hôtel de Ville, comme économiquement les plus avantageuses, les offres des entreprises ci-dessous désignées :

<i>Lot s</i>	<i>Désignations</i>	<i>Entreprises rete- nues</i>	<i>Adresses</i>
1	Cloisons – Faux-plafonds Menuiseries intérieures - Agencement	F.P.I.	PAE La Tour 264 rue Denis Papin 34570 MONTARNAUD
2	Sols souples – Peintures – Signalétique	OTTAVI PEIN- TURE	25 ZAE l'Audacieuse 34480 MAGALAS
3	Chauffage – Rafraîchis- sment Plomberie Sanitaire	TEMPERIA MEDI- TERRANNEE	Lieu-dit Vauguières le Bas CS 90053 34130 MAUGUIO
4	Electricité – Courant faible	TEC ELEC SUD	51 chemin de la Rasimière 34380 St-MARTIN-DE- LONDRES

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature du marché de travaux d'aménagement du Service Espace Jeunesse dans l'ancien Hôtel de Ville, ainsi :

<i>Lot s</i>	<i>Désignations</i>	<i>Entreprises rete- nues</i>	<i>Montant (en € H.T.)</i>
1	Cloisons – Faux-plafonds Menuiseries intérieures -Agen- cement	FPI	60 731,34 (tranches ferme et optionnelles)
2	Sols souples – Peintures – Si- gnalétique	OTTAVI PEIN- TURE	15 697,86
3	Chauffage – Rafraîchissement Plomberie Sanitaire	TEMPERIA MEDI- TERRANNEE	24 000,00
4	Electricité – Courant faible	TEC ELEC SUD	21 168,89

Soit un montant total, tous lots et toutes tranches confondues de : **121 598.09 € H.T.**

Décision n° VD2018-023

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville – chapitre 900.

Article 3 : d'autoriser toutes personnes ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24/01/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 29/01/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention d'occupation temporaire du domaine
public
Stand de Tir Police 25m Couvert - Montmaur**

**Ville de Montpellier - SNCF - Sûreté Ferroviaire -
SUGE Montpellier**

01/01/2018 - 31/12/2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'arrêté VA/2017/5113 du 29 Novembre 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- que la Ville est sollicitée par la SNCF – Sûreté Ferroviaire – SUGE Montpellier pour la mise à disposition temporaire du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur dans le cadre de l'habilitation au tir et de la formation de son personnel de Sûreté Ferroviaire ;
- que la Ville de Montpellier, propriétaire du Pas de Tir de Montmaur, accepte de mettre à disposition de la SNCF – Sûreté Ferroviaire – SUGE Montpellier le Stand de Tir Police 25 mètres pour un montant de 195.00 euros la séance de 3 heures pour 7 personnes, conformément à la Délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2017 ;
- que la SNCF – Sûreté Ferroviaire – SUGE Montpellier précisera, par un état en fin de mois, le nombre de séances occupées, les dates et le nombre de participants ;

Décide en conséquence :

- de passer une convention pour l'utilisation du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur avec la SNCF – Sûreté Ferroviaire – SUGE Montpellier, du 1^{er} Janvier 2018 au 31 Décembre 2018 ;
- de dire que les recettes seront imputées sur le chapitre 933 ;

Décision n° VD2018-024

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 07/02/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 07/03/2018
Notifiée le :



Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Marché public n° 7D0006 - Travaux de
rénovation de chaufferies, de réseaux de
chauffage, et d'armoires électriques- Lot 1-
Groupe scolaire Paul Painlevé : rénovation de la
chaufferie et de certains réseaux de chauffage
AVENANT N° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté A-217/122 du 21 mars 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux finances ;
- Vu la décision N° VD/2017/112 du 23 mai 2017 attribuant le marché 7D0006 « Travaux de rénovation de chaufferies, réseaux de chauffage et armoires électriques » - lot n° 1 du marché « Groupe scolaire Paul Painlevé : rénovation de la chaufferie et de certains réseaux de chauffage » à l'entreprise SPIE SUD OUEST, pour un montant de 74 994.21 euros HT, à réaliser entre la notification et le 08 janvier 2018.

Considérant :

- Qu'une partie des travaux de rénovation du lot n° 1 n'a pu être réalisée du fait de contraintes budgétaires et de planning à respecter.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché « Travaux de rénovation de chaufferies, réseaux de chauffage et armoires électriques » - lot n° 1 du marché « Groupe scolaire Paul Painlevé : rénovation de la chaufferie et de certains réseaux de chauffage » à l'entreprise SPIE SUD OUEST, avenant d'un montant en moins-value de 21 265.54 euros HT ;

Décision n° VD2018-025

Article 2 : De dire que la moins-value n'a pas imputé le budget 2017 de la Ville ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Cœur
Service Accueil Communication Espace Public

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

MONTPELLIER GRAND COEUR
Etudes de programmation des espaces publics
pour l'amélioration du cadre de vie sur le
périmètre Grand Cœur.
Attribution du marché 7D0023

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de réaliser des études de programmation des espaces publics pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre de Grand Cœur et ceci en amont des réalisations exécutées par Montpellier Méditerranée Métropole puisque relevant de ses compétences ;
- Qu'il convient de coordonner les conceptions de ces aménagements afin de donner une lecture homogène du centre-ville ;
- Qu'il convient d'inscrire ces études programmatiques dans le cadre de la charte des espaces publics de la Ville, tant sur les outils, les méthodes, les matériaux et les règles d'écriture, garant de la qualité patrimoniale du centre-ville ;
- Qu'une consultation a eu lieu avec une procédure de marché public en appel d'offre ouvert passé en application des articles 33 3° al. 57 à 59 du Code des marchés publics et suivant les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande ;
- Que l'équipe de maîtrise d'œuvre composée par : L'AGENCE Action Territoire, PEP'S Paysage et patrimoine du Sud, GROUEFF Sylvie, OTCE infra. a présenté l'offre la plus adaptée techniquement et économiquement ;

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-027

- D'attribuer le marché à bons de commande à l'équipe composée L'AGENCE Action Territoire, PEP'S Paysage et patrimoine du Sud, GROUEFF Sylvie, OTCE infra. pour un montant compris entre un minimum de 2 500 euros HT et un maximum de 80 000 euros HT pour la première année (mêmes seuils pour les trois années suivantes en cas de reconduction) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville chapitre 905 ;
- D'autoriser Monsieur Maire, ou son représentant, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire, notamment la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 09/02/2018
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Avenant n° 1- Augmentation du montant des lots
1 et 11 du marché N°6D0020-Réaménagement de
la zone technique - phase 2: clinique vétérinaire et
quarantaine.**

**Prolongation de la durée du marché pour tous les
lots-Autorisation de signer l'avenant.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et en particulier l'article 27 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint délégué aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu la décision N°VD/2017/162 attribuant le marché n° 6D0020 pour le réaménagement de la zone technique du parc de Lunaret-phase 2 : clinique vétérinaire et quarantaine aux sociétés DARVER (lot 1), STRUCTURE BOIS (lot 2), VIP (lot 4), CORTINA (lot 5), CONCEPT RESINE (lot 6), CARDONNET (lot 7), ATELIER MEDITERRANNEE (lot 8), ENGIE (lot 9), , et EUROVIA (lot 11) pour un montant total HT de 2 567 147,67 €.

Considérant :

- Qu'il convient d'augmenter le montant du lot 1 de 31 477,23 € HT, attribué à la société DARVERS SAS, pour les motifs suivants : changement de type de trappes inox afin d'assurer une étanchéité maximale telle que prévue par les dispositions de l'arrêté du 09 mars 2012 fixant les conditions relatives à l'agrément sanitaire ainsi que celles de la note de service DGAL/SDSPA/N2012-8152 du 17 juillet 2012, annexe D ;
- Qu'il convient d'augmenter le montant du lot 11 de 9 379,01 € HT, attribué à la société EUROVIA pour les motifs suivants:
Adaptation du réseau sortie station de relevage : compte tenu des altimétries de terrain, le raccordement du réseau de sortie de la station de relevage étudiée en phase 2 nécessite une réduction du linéaire des conduites de refoulement réalisé en phase 1 pour sécuriser l'évacuation des eaux de la fosse chlore choc ;

Décision n° VD2018-028

Modification de la voirie cours arrière de la Quarantaine : les loges primates et les loges carnivores nécessitent un acheminement des véhicules de transport au plus près des entrées. Initialement, la zone de service de ces loges n'était pas prévue carrossable d'où la nécessité de remplacer le stabilisé par un béton bitumineux et d'adapter le réseau d'évacuation des EP à raccorder à la fosse hydrocarbure ;

Ajout de caniveau en seuil de la quarantaine : compte tenu des pentes sur les abords de la quarantaine et des seuils de porte limités à 2cm pour répondre aux normes PMR, il est demandé l'ajout de caniveau à grille au droit de chaque accès du bâtiment afin d'éviter tout risque d'entrée d'eau ;

- Qu'une prolongation des délais de fin de marché est rendue nécessaire du fait de la modification des trappes initialement prévues en acier galvanisé par de l'inox.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 pour le lot n°1 (DARVERS SAS) au marché n°6D 0020 pour le réaménagement de la zone technique/ phase 2 : clinique vétérinaire et quarantaine, pour un montant de 31 477,23 € HT portant ainsi le montant total du marché à la somme de 1 380 779,69 € HT soit une augmentation de 2,33 % par rapport au montant initial du marché ;

Article 2 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 pour le lot n°11 (EUROVIA) au marché n°6D 0020 pour le réaménagement de la zone technique/ phase 2 : clinique vétérinaire et quarantaine, pour un montant de 9 379,01 € HT portant ainsi le montant total du marché à la somme de 292 882,37 € HT soit une augmentation de 3,33 % par rapport au montant initial du marché

Article 3 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 de prolongation de la durée du marché pour tous les lots d'un mois supplémentaire portant ainsi la date de fin du marché au 31 octobre 2018 ;

Article 4 : D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15/02/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 22/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de changes
complets pour bébé.
(N°7B0086)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de changes complets pour bébé répondant aux besoins de la Direction de l'Enfance de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°7B0086) a été lancée, en date du 9 novembre 2017, conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 (Accord-Cadre à bons de commande pour un montant total maximum d'achats de 70 000 euros HT), pour une durée d'exécution de 1 an à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 40 % pour le prix des prestations et 60% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société AMEDIS, 510 avenue de Nîmes, 34670 SAINT BRES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-029

- D'attribuer le marché n°7B0086 « Achat de changes complets pour bébé » à l'entreprise AMEDIS, pour un montant maximum d'achats de 70 000 euros HT, pour une durée d'exécution de 1 an à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché « Achat de changes complets pour bébé n°7B0086 » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 février 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le :

5 février 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public de maîtrise d'œuvre en vue de la
conception et de la réalisation des travaux
d'aménagement des archives municipales de la
Ville de Montpellier dans les anciens locaux des
archives départementales**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA ;
- Vu la convention de mandat en date du 10 août 2015 conclue au bénéfice de Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Considérant :

- Que par délibération du 25 mars 2013, la Ville a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, 2, avenue de Castelnau pour y installer et y regrouper les Archives municipales actuellement réparties entre la médiathèque Emile-Zola (Archives historiques) et l'ancienne mairie (Archives contemporaines) ;
- Que par délibération n° 2015/304 du 23 juillet 2015, le Conseil municipal :
 - o a approuvé le projet de réhabilitation de l'ancien bâtiment des archives départementales de l'Hérault, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle ;
 - o a approuvé les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, mandatant la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue SA3M, pour la réalisation de cette opération.

Décision n° VD2018-030

- Que par arrêté n° 2017/0002/T/R du 3 janvier 2017, la procédure négociée relative au marché public maîtrise d'œuvre de l'aménagement des archives municipales de la Ville de Montpellier, dont l'avis d'appel public à concurrence est paru au JOUE et au BOAMP le 4 novembre 2015, a été déclarée sans suite pour un motif d'intérêt général tenant à la nécessité de redéfinir l'opération en termes tant de programme que d'enveloppe financière prévisionnelle à affecter aux travaux ;
- Que par délibération n° 2017/13 du 26 Janvier 2017, le Conseil municipal :
 - o a approuvé l'augmentation du budget de l'opération en le portant à 7 029 848 €TTC,
 - o a approuvé la modification de programme de l'opération,
 - o a approuvé l'avenant à la convention de mandat passé avec la SA3M ;
 - o a autorisé la SA3M à relancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation pour la désignation du maître d'œuvre ;
- Qu'une procédure concurrentielle avec négociation (PCN), conduite dans le cadre de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 71 à 73 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, a été lancée le 17 mars 2017 en vue de la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Qualité financière de l'offre : 30 %,
 - o Qualité technique de l'offre – Organisation et méthodologie : 50 %,
 - o Qualité technique de l'offre - Faisabilité : 20 % ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 16 janvier 2018, a attribué le marché au groupement d'entreprises A+ Architecture (mandataire) / Hugues FONTENAS Architectes / TEC.CO / CELCIUS Environnement / L'ECHO / ARTEBA / QUASSI / C&G / TECTA / Acoustic Technologies MIDI SARL, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, pour un montant de 566 385 € H.T. ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement des archives municipales de la Ville de Montpellier dans les anciens locaux des archives départementales » au groupement d'entreprises A+ Architecture (mandataire) / Hugues FONTENAS Architectes / TEC.CO / CELCIUS Environnement / L'ECHO / ARTEBA / QUASSI / C&G / TECTA / Acoustic Technologies MIDI SARL pour un montant global et forfaitaire provisoire de 566 385 € H.T. ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 903 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Décision n° VD2018-030

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09/02/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**MARCHE PUBLIC - Amélioration et
sécurisation de la production frigorifique positive
de l'Unité Centrale de Production de la Cuisine
Centrale - Marché n°7B0104**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe déléguée à l'Alimentation durable ;

Considérant :

- Que le système de production frigorifique positive de l'Unité Centrale de Production de la Cuisine Centrale de la Ville est devenu obsolète du fait de la vétusté des matériels et de l'augmentation importante et régulière des besoins en production alimentaire, et qu'il y a donc lieu de procéder au renforcement et à la sécurisation de l'ensemble de l'installation ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 selon la procédure adaptée ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique 50% - Prix : 50% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SOLANREF, 795a, rue de la Marbrerie, 34740 VENDARGUES, présente une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché relatif à l'amélioration et la sécurisation de la production frigorifique positive de l'Unité Centrale de Production de la Cuisine Centrale de la Ville à l'entreprise SOLANREF, pour un montant de 74 090 euros HT. Le marché aura une durée prévisionnelle de trois mois ;

Décision n° VD2018-033

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville : Direction de la Politique Alimentaire – AP 2013I32 – chapitre 902;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/02/2018

Madame l'Adjointe au Maire

Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 07/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE
LA MAISON DES CHŒURS A
L'ASSOCIATION ANACROUSE LE 20
JANVIER 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association ANACROUSE a déposé une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs le 20 Janvier 2018 de 19h à 23h ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/138 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public: transport d'œuvres pour
l'exposition Crash Test séquence 4 à la Panacée
7B0110**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Marsala.

Considérant :

- Que la Ville présentera à la Panacée, à partir de février 2018, l'exposition *Crash Test* ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 5 mois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique (60%) et prix (40%) ;
- Qu'après analyse, seule l'entreprise Bovis transport a présenté une offre, déclarée irrégulière car très largement supérieure à l'estimation du marché ;
- Qu'une relance de la consultation a été réalisée, par demande de devis transmise à trois entreprises ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Léon Agat S.A. a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-035

Article 1 : D'attribuer le marché *de transport d'œuvres pour l'exposition Crash Test à la Panacée* à l'entreprise Léon Aget S.A., pour un montant de 49 198.50 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09/02/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA



Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Convention de mise à disposition de la Maison des Choeurs à l'Association l'ART-SCENE- MONTPELLIER

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association ART SCENE MONTPELLIER a déposé une demande en vue d'utiliser la salle de répétition de la Maison des Choeurs les 13 et 14 février 2018 de 9h à 13h et de 14h à 18h ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/02/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 12/02/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Marché de prestations de fabrication, fourniture,
pose et dépose de panneaux de chantier ou de
communication à réaliser dans le cadre et en vue
des travaux de mise en accessibilité des ERP de la
Ville de Montpellier - Période 2018 à 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 17 mars 2017 portant délégation de fonction à M. Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint, délégué aux Finances ;
- Vu la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- Vu la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage mandatant la SA3M pour la réalisation de la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;

Considérant :

- Que, par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle ;
- Que, par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de mettre en accessibilité 106 ERP de la Ville entre 2018 et 2021 ;

Décision n° VD2018-037

- Que, pour la mise en accessibilité des ERP du programme 2018 à 2021, il est nécessaire de désigner un prestataire assurant la fabrication, la fourniture, la pose et la dépose de panneaux de chantier ou de communication ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum) en valeur de 150 000 € H.T, au sens des articles 78 et 80 et pour une durée de 48 mois à compter de la notification du marché ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60 % et prix 40 % ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que l'entreprise SIGNAUX GIROD a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du marché n° 2993 F18.01 « Marché de prestations de fabrication, fourniture, pose et dépose de panneaux de chantier ou de communication à réaliser dans le cadre et en vue des travaux de mise en accessibilité des ERP de la ville de Montpellier - période 2018 à 2021 » avec l'entreprise SIGNAUX GIROD - Agence de Montpellier – Parc Aftalion – 8 rue Alfred Sauvy – 34670 BAILLARGUES ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Primitif 2018 de la Ville, chapitre 900 à 908 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 13/02/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

PROCEDURE DE MEDIATION JUDICIAIRE
COMMUNE DE MONTPELLIER c/ M. ET
MME ROUX
DECISION D'ESTER

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. et Mme ROUX sont propriétaires de terrains agricoles situés en bordure du ruisseau le RIEUCOULON;
- Qu'à la suite d'épisodes pluvieux, les terrains des requérants sont inondés ;
- Que par requête en date du 21 septembre 2016, les requérants ont demandé la nomination d'un expert judiciaire en vue de déterminer les causes de ces inondations ;
- Que l'expert judiciaire a rendu son rapport le 3 octobre 2017 ;
- Qu'à la suite de ce rapport, M. et Mme ROUX engagent une procédure de médiation aux fins d'exécution de travaux préconisés par l'expert judiciaire et de réparation des préjudices résultant d'inondations ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-038

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 2 février 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 5 février 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**COMMUNE DE MONTPELLIER / EPOUX
FOURCADIER
PROCEDURE DE MEDIATION JUDICIAIRE
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que les époux FOURCADIER sont propriétaires de terrains agricoles situés en bordure du ruisseau le RIEUCOULON;
- Qu'à la suite d'épisodes pluvieux, les terrains des requérants sont inondés ;
- Que par requête en date du 10 mai 2016, les requérants ont demandé la nomination d'un expert judiciaire en vue de déterminer les causes de ces inondations ;
- Que l'expert judiciaire a rendu son rapport le 3 octobre 2017 ;
- Qu'à la suite de ce rapport, les époux FOURCADIER engagent une procédure de médiation aux fins d'exécution de travaux préconisés par l'expert judiciaire et de réparation des préjudices résultant d'inondations ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-039

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 2 février 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 5 février 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ MARTIN Alain

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n°
DP 34172 17 00730**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 28/06/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par la société ORANGE, visant à installer des relais téléphoniques sur le toit de la résidence « Parc Liberté », au 19b rue de la Figairasse ;
- Que M. MARTIN Alain a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 07/12/2017 sous le n°1705901-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-040

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 2 février 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le :

5 février 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de location Ville / Brigade de
Recherche et d'Intervention de Montpellier
Villa 480 avenue du Pic Saint Loup
Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Brigade de Recherche et d'Intervention de Montpellier a sollicité la Ville de Montpellier pour la mise à disposition d'un site, afin de réaliser des entraînements dans le cadre de la lutte anti-terroriste et d'interventions en milieux clos, les lundis matins ;
- Que la Ville de Montpellier est propriétaire d'une villa située au 480 avenue du Pic Saint Loup, qui appartient à son domaine privé et est libre de toute occupation ;
- Que cette mise à disposition contribue directement à assurer l'exercice des missions des services de l'Etat chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics ;

Décide en conséquence :

- De conclure une convention de location pour la villa susvisée, avec la Brigade de Recherche et d'Intervention de Montpellier, à titre gratuit ;

Décision n° VD2018-041

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 2 février 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 5 février 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention d'occupation temporaire du domaine
public**

Stand de Tir Police 25m Couvert - Montmaur

Ville de Montpellier - Ville de Castelnau-Le-Lez

01/01/2018 - 31/12/2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'arrêté VA/2017/5113 du 29 Novembre 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- que la Ville est sollicitée par la Ville de Castelnau-Le-Lez pour la mise à disposition temporaire du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur dans le cadre de l'habilitation au tir et de la formation de son personnel de Police Municipale ;
- que la Ville de Montpellier, propriétaire du Pas de Tir de Montmaur, accepte de mettre à disposition de la Ville de Castelnau-Le-Lez le Stand de Tir Police 25 mètres pour un montant de 195.00 euros la séance de 3 heures pour 7 personnes, conformément à la Délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2017 ;
- que la Ville de Castelnau-Le-Lez précisera, par un état en fin de mois, le nombre de séances occupées, les dates et le nombre de participants ;

Décide en conséquence :

- de passer une convention pour l'utilisation du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur avec la Ville de Castelnau Le Lez, du 1^{er} Janvier 2018 au 31 Décembre 2018 ;

Décision n° VD2018-042

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le **27/02/2018**
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : **07/03/2018**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Cession et Réforme de véhicules et de matériels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier réforme et cède des matériels et des véhicules ;
- Qu'aucun des matériels ou véhicules cédés, ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-2210° visant les aliénations de gré à gré) ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de véhicules du Service Parc Auto (Direction Energie Moyens Techniques), il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes ;
- Qu'à la suite du programme de renouvellement des matériels de l'année 2017 du Service Lieu d'Art et d'Histoire (Direction de la Culture et du Patrimoine), il convient de réformer des bancs en bois vermoulus de la chapelle Miséricorde (voir Photos). Ce matériel n'est plus conforme aux normes de sécurité, il convient donc de le mettre au rebut ;
- Qu'à la suite du programme de renouvellement des matériels de l'année 2017 du Service Pôle Maintenance (Direction de l'Aménagement et de la Programmation), il convient de réformer 1 traceur. Ce matériel usagé ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'association Informatique **Plus Protection de**

Décision n° VD2018-043

l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;

- Qu'à la suite du programme de renouvellement des matériels de l'année 2017 du Service Technique (Direction du Parc de LUNARET), il convient de céder certains matériels agricoles et autres dont la liste est jointe en annexe (voir photos). Ces matériels seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**. Les prix estimés du Service sont inscrits sur la liste jointe ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels électroniques du Service Gestion Technique Centralisée (Direction Energie et Moyens Techniques), il convient de réformer du matériel de GTC de type SOFREL S50 (cartes d'entrées sortie 16 DI et 6 DO) ainsi que des blocs d'alimentation à découpage avec entrée pour une batterie. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, **l'Université Montpellier 2 (IUT)**, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;
- Qu'à la suite du programme de renouvellement des matériels de l'année 2017 du Service Achats et Production Graphique (Direction Energie et Moyens Techniques), il convient de réformer 1 copieur OCE VARIOPRINT 2110, de type n°VP2110A, n° de série 0236400402 et 1 copieur OCE VARIOPRINT 2110 PREMIA CLASS, de type VP2110OPC, n° de série 023401529. Ces matériels, vétustes et en fin de vie, seront repris par la Société CANON dans le cadre du marché de remplacement ;
- Qu'à la suite du programme de renouvellement des matériels de l'année 2017 du Service Finances des Maisons Pour Tous, il convient de réformer 1 piano GAVEAU de 1951, très abîmé et irréparable et 1 piano REINGARD d'Angleterre, n° de série 3531, (voir photos). Ces matériels seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**. (L'estimation du prix de départ des pianos est à 50 € l'unité).

Décide en conséquence :

- D'accepter les Réformes et Cessions des véhicules et matériels précités ;
- D'autoriser les ventes aux enchères des véhicules du Service Parc Auto de la DEMA par l'organisme Centre 113 ;
- D'autoriser la mise au rebut du matériel du Service Lieu d'Art et d'histoire ;
- D'autoriser le reconditionnement des matériels Informatiques réformés du Service Pôle Maintenance (DAP) par l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement ;
- D'autoriser les ventes aux enchères des matériels du Service Technique (DP de LUNARET), du Service Finances Maisons Pour Tous (DPC) par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;
- D'autoriser le recyclage des matériels du Service Gestion Technique Centralisée (DEMT), par une entreprise spécialisée Université Montpellier 2 (IUT) ;
- D'autoriser le recyclage du matériel du Service Achats et Production Technique (DEMT), par une reprise de la société du Marché de remplacement ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 7788 et 775 tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et l'association retenues ;

Décision n° VD2018-043

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30/01/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 31/01/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association Du vent dans les voix les
30 janvier, 13 février, 16 mai, 12 et 19 juin 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association Du vent dans les voix a déposé une demande en vue d'utiliser la salle de répétition et la nef de la Maison des Chœurs les 30 Janvier 2018 de 20h à 22h30, 13 février de 20h à 22h30, 16 mai de 20h à 22h30, 12 juin de 20h à 22h30 et 19 juin de 19h à 22h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 135 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché de services de nettoyage des parties
communes et privatives de l'Ancien Hôtel de Ville**

**Marché n° 2911S17.03
Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et en particulier les articles 27 et 77 relatif aux marchés à tranches ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 17 mars 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint, délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 autorisant la signature avec la SA3M d'un mandat de gestion technique de l'Ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;
- Vu la décision n° VD/2017/214 du 24 août 2017 relative à l'attribution du marché n° 2911S17.03 ;
- Vu le rapport d'avenant relatif à ce mandat ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 relatif à ce mandat ;

Considérant :

- Que, par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016, la Ville de Montpellier a conclu avec la SA3M un mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;
- Que, par décision n° VD/2017/214 du 24 août 2017, le marché n° 2911S17.03 « Marché de nettoyage des parties communes et privatives de l'Ancien Hôtel de Ville » a été attribué à la Société DERICHEBOURG PROPRETE, pour un montant de 21 016,95 € H.T, décomposé comme suit :
 - Tranche Ferme : 16 612,57 € H.T ;
 - Tranche optionnelle 1, nouvel espace jeunesse : 4 404.38 € H.T ;

Décision n° VD2018-045

- Que la Ville souhaite occuper des locaux situés aux niveaux R-1 et R-2 de l'ancien Hôtel de Ville ;
- Que pour cela, il est nécessaire de modifier le marché initial par un avenant n° 1 à ce marché, dans la mesure où il faut prendre en compte ces locaux supplémentaires à nettoyer ;
- Que le montant du marché est donc porté de 16 612,57 € H.T. à 18 236,17 € H.T, soit une augmentation de 1 623,60 € H.T. représentant 9,77 % par rapport au montant initial du marché ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n° 2911S17.03 « Marché de nettoyage des parties communes et privatives de l'Ancien Hôtel de Ville » Société DERICHEBOURG PROPLETE, avenant d'un montant de 1 623,60 € H.T ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 900 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/08/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un accord-cadre passé selon une
procédure adaptée pour le ramonage des conduits
de fumée et des chaudières des bâtiments
communaux, du CCAS et de Montpellier
Méditerranée Métropole (N° 7B0102)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté N° A-2017/122 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de réaliser le ramonage des conduits de fumée et des chaudières des bâtiments communaux, du CCAS et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande composé de 2 lots sans minimum et avec un montant maximum de 71 000€HT pour une durée d'exécution de la notification au 31/12/2019 ;
- Le critère d'analyse des offres pour le jugement des offres était uniquement le prix des prestations ;
- Qu'après analyse, l'entreprise URL PHILIPPE SALLES domiciliée 1 rue des Pébriers, 34070 MONTPELLIER a présenté pour le lot 1 : chaudières fioul et bois, chaudières gaz des bâtiments de la ville (secteurs A à C) l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Qu'après analyse, l'entreprise URL PHILIPPE SALLES domiciliée 1 rue des Pébriers, 34070 MONTPELLIER a présenté pour le lot 2 : chaudières gaz des bâtiments de la ville (secteurs D à Z), du CCAS, de Montpellier Méditerranée Métropole l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-046

Article 1 : D'attribuer le marché n° 7B0102 « ramonage des conduits de fumée et des chaudières des bâtiments communaux, du CCAS et de Montpellier Méditerranée Métropole » pour le lot 1 « chaudières fioul et bois, chaudières gaz des bâtiments de la ville (secteurs A à C) » à l'entreprise URL PHILIPPE SALLES, pour un montant maximum de 30 500 euros HT et d'attribuer pour le lot 2 « chaudières gaz des bâtiments de la ville (secteurs D à Z), du CCAS, de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise URL PHILIPPE SALLES, pour un montant maximum de 40 500 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 930 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché n°7D0036 - Marché de service relatif à la
prestation d'assurance pour les besoins de la Ville
de MONTPELLIER**

**Lot 1: Assurance Responsabilité civile et risques
annexes**

**Lot 2: Assurance Flotte Automobile et risques
annexes**

Lot 3: Assurance multirisques Garage

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 - Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué

Considérant :

- Que les contrats d'assurances de la Ville « Responsabilité civile et risques annexes », « Flotte automobile et risques annexes », et « Multirisques Garage » arrivent à expiration le 28 février 2018 ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 66, 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 5 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ★ Nature et étendue des garanties - Qualité des clauses contractuelles :
coefficient 5
Les besoins de l'acheteur public sont définis précisément dans le cahier des charges. Aussi le candidat qui présentera une offre sans réserve ni amendement obtiendra la note maximum. Pour les candidats qui présenteront des réserves ces dernières seront jugées au regard de leur incidence, notamment économique.

* Tarification : **coefficient 4**

Ce critère sera jugé sur la base de la prime TTC.

Pour les marchés dont le prix est un prix unitaire, le calcul de la prime TTC sera effectué par application du prix unitaire sur la dernière assiette de prime connue et/ou sur une assiette de prime estimative.

L'offre "moins disante" obtiendra la note maximum.

La formule de calcul de la note des autres offres tarifaires est la suivante :

$$\text{Note de l'offre} = \frac{\text{Note maximale (10)} \times \text{montant de la prime moins disante}}{\text{Montant de la prime de l'offre analysée}}$$

La note résultant de l'application de cette formule constituera la note du critère prix arrondi à 2 chiffres après la virgule, affectée du coefficient de pondération.

* Modalités et procédure de gestion des dossiers, et notamment des sinistres, par la compagnie et/ou l'intermédiaire : **coefficient 1**

Ce critère sera noté à partir des réponses apportées par le candidat à l'annexe "convention de gestion".

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 16 janvier 2018 a :
 - attribué le marché à

Lot 1 Responsabilité civile et risques annexes : Compagnie SMACL Assurances – 141, avenue Salvador Allende – TSA 67211 – CS 20000 – 79060 NIORT Cedex 9

Lot 2 Flotte automobile et risques annexes : Compagnie LA SAUVEGARDE – GMF, 140-148 Rue Anatole France – 92597 LEVALLOIS PERRET Cedex/ Assurances Sécurité – 64 ES Avenue Kennedy – 59000 LILLE (courtier)

Lot 3 Multirisques Garage : Compagnie AREAS DOMMAGES – 47/49 rue de Miromesnil – 75008 PARIS/ PARIS NORD ASSURANCES SERVICES – 159 rue de FG Poissonnière – 75009 PARIS (courtier)

Ces entreprises présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du marché de service relatif à la prestation d'assurance pour les besoins de la Ville de Montpellier aux entreprises :

- Compagnie SMACL Assurances – 141, avenue Salvador Allende – TSA 67211 – CS 20000 – 79060 NIORT Cedex 9 pour le lot n°1 Responsabilité civile et risques annexes, pour un montant de 121 906, 32 euros TTC
- Compagnie LA SAUVEGARDE – GMF, 140-148 Rue Anatole France – 92597 LEVALLOIS PERRET Cedex/ Assurances Sécurité – 64 ES Avenue Kennedy – 59000 LILLE (courtier) pour le lot n°2 Flotte automobile et risques annexes, pour un montant de 103 248, 55 euros TTC

Décision n° VD2018-047

- Compagnie AREAS DOMMAGES – 47/49 rue de Miromesnil – 75008 PARIS/ PARIS NORD ASSURANCES SERVICES – 159 rue de FG Poissonnière – 75009 PARIS (courtier) pour le lot n°3 multirisques Garage, pour un montant de 7 140 euros TTC.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville : chapitre 930 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché de service relatif à la prestation d'assurance pour les besoins de la Ville de Montpellier et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 07/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Relations aux Publics**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Adhésion à l'association des villes marraines.
Année 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération n° 2016/43 en date du 25 février 2016 relative au parrainage de la frégate multi-missions Languedoc de la marine nationale et à l'adhésion à l'association des villes marraines ;
- Vu l'arrêté n° VA/2017/5111 daté du 28 novembre 2017 portant délégation de fonction à Mme Lorraine Acquier, adjointe aux affaires militaires.

Considérant :

- qu'il a lieu de valoriser et de poursuivre le parrainage par la Ville de Montpellier de la frégate multi-missions Languedoc tel que proposé par le chef d'état-major de la marine nationale.

Décide en conséquence :

Article 1^{er} : De verser une cotisation annuelle d'un montant de 3 000 € à l'association des villes marraines ;

Article 2 : De dire que cette dépense sera imputée sur le budget général de la Ville, chapitre 930 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le directeur général des services de la Ville de Montpellier et Madame la trésorière principale municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01/02/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 01/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

COMMUNE DE MONTPELLIER / EPOUX
FOURCADIER
RECOURS EN RESPONSABILITE TA 1706152-
4

DECISION D'ESTER

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que les époux FOURCADIER sont propriétaires de terrains agricoles situés en bordure du ruisseau le RIEUCOULON;
- Qu'à la suite de l'épisode pluvieux du 24 et 25 août 2015, les terrains des requérants ont été inondés ;
- Qu'à la suite d'une requête en référé-expertise du 10 mai 2016 en vue de déterminer les causes de ces inondations, l'expert judiciaire a rendu son rapport le 3 octobre 2017 ;
- Que par requête n° 1706152-4 les époux FOURCADIER ont saisi le tribunal administratif ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-049

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant n°1 au Marché
4045CO15/6C0006 - Veille média pour
Montpellier Méditerranée Métropole
et la ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA,
- Vu la convention de groupement de commandes issue de la délibération n° 2015-350 du conseil municipal du 29 septembre 2015 et de la délibération du conseil métropolitain n° 13348 du 30 septembre 2015,
- VU la décision du président de la métropole N°D2016-56 attribuant le marché n° 4045Co15 Veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier à l'entreprise KANTAR MEDIA pour un montant de forfaitaire annuel de 93 170 euros HT et pour une durée de 1 an renouvelable une fois.

Considérant :

- Que le marché qui devait se terminer le 16/02/2018 sera prolongé par le présent avenant jusqu'au 16/03/2018.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché Veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier à l'entreprise KANTAR MEDIA, avenant d'un montant de 3 882,08 € HT pour chacun des membres du groupement de commandes ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville, chapitre 930 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Décision n° VD2018-050

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 13/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution de l'accord-cadre en procédure
adaptée n°7C0017
Gestion de l'animal en Ville
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal n° VA-2017/5111 du 28 novembre 2017 donnant délégation de signature à Madame Lorraine Acquier, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite mettre en place une gestion de l'animal en Ville ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée en date du 19 décembre 2017 conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour une durée initiale d'un an à compter de la notification du marché ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et avec un maximum conclu avec plusieurs titulaires, passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres ;
- Que les prestations sont réparties en trois lots suivants :
 - Lot n° 1 : Evaluation comportementale et diagnose de race
Le montant maximum des commandes pour la période initiale est de 5 000,00 Euros H.T.
Le montant sera identique pour chaque période de reconduction. Le nombre de prestataires retenus est de quatre.
 - Lot n° 2 : Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins de la population animale
Le montant maximum des commandes pour la période initiale est de 20 000,00 Euros H.T.
Le montant sera identique pour chaque période de reconduction. Le nombre de prestataires retenus est de cinq.

Décision n° VD2018-051

- Lot n° 3 : Suivi du placement des animaux en lieu de dépôt à la demande du Maire
Le montant maximum des commandes pour la période initiale est de 15 000,00 Euros H.T.
Le montant sera identique pour chaque période de reconduction. Le nombre de prestataires retenus est de deux.
- Que cet accord cadre peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Que le seuil maximum est de 160 000,00 Euros H.T. sur la durée totale de 4 ans ;
- Que les cabinets vétérinaires désignés ci-dessous ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - Montant des prestations : 40 %
- Lot n° 1 : Evaluation comportementale et diagnose de race
 - 1°) City Veto Port Marianne – Docteur MENARD – 34000 Montpellier
 - 2°) Clinique Vétérinaire « Les Patounes » - Docteur SOUBRIER – 34170 Castelnau Le Lez
 - 3°) Docteur BOUZIGUES – 34430 Saint Jean de Vedas
 - 4°) SCP Vet-Aiguelongue – Docteur CERCLET – 34090 Montpellier
- Lot n° 2 : Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins de la population animale
 - 1°) SCP Vasseur-Rosa – Docteur ROSA – 34000 Montpellier
 - 2°) Docteur MARIE-PIGUET – 34080 Montpellier
 - 3°) Clinique Vétérinaire « Les Patounes » - Docteur SOUBRIER – 34170 Castelnau Le Lez
 - 4°) City Veto Port Marianne – Docteur MENARD – 34000 Montpellier
 - 5°) SCP Vet-Aiguelongue – Docteur CERCLET – 34090 Montpellier
- Lot n° 3 : Suivi du placement des animaux en lieu de dépôt à la demande du Maire
 - 1°) Clinique Vétérinaire « Les Patounes » - Docteur SOUBRIER – 34170 Castelnau Le Lez
 - 2°) SELARL BLAIZOT Vincent Vétérinaire – Docteur BLAIZOT – 34400 Lunel

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à procédure adaptée sous la forme d'accord cadre à bons de commande aux cabinets vétérinaires pour un montant total maximum de 160 000,00 Euros H.T. selon la répartition suivante :
 - Lot n° 1 : Evaluation comportementale et diagnose de race (maximum de 20 000,00 Euros H.T.)
 - 1°) City Veto Port Marianne – Docteur MENARD – 34000 Montpellier
 - 2°) Clinique Vétérinaire « Les Patounes » - Docteur SOUBRIER – 34170 Castelnau Le Lez
 - 3°) Docteur BOUZIGUES – 34430 Saint Jean de Vedas
 - 4°) SCP Vet-Aiguelongue – Docteur CERCLET – 34090 Montpellier
 - Lot n° 2 : Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins de la population animale (maximum de 80 000,00 Euros H.T.)
 - 1°) SCP Vasseur-Rosa – Docteur ROSA – 34000 Montpellier
 - 2°) Docteur MARIE-PIGUET – 34080 Montpellier
 - 3°) Clinique Vétérinaire « Les Patounes » - Docteur SOUBRIER – 34170 Castelnau Le Lez
 - 4°) City Veto Port Marianne – Docteur MENARD – 34000 Montpellier
 - 5°) SCP Vet-Aiguelongue – Docteur CERCLET – 34090 Montpellier
 - Lot n° 3 : Suivi du placement des animaux en lieu de dépôt à la demande du Maire (maximum de 60 000,00 Euros H.T.)
 - 1°) Clinique Vétérinaire « Les Patounes » - Docteur SOUBRIER – 34170 Castelnau Le Lez
 - 2°) SELARL BLAIZOT Vincent Vétérinaire – Docteur BLAIZOT – 34400 Lunel

Décision n° VD2018-051

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville - Chapitres : 931 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires, à signer les marchés avec les cabinets vétérinaires retenus, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 01/02/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 01/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières
Régies de recettes
Ajout de recettes et d'un mode de paiement**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu la décision n° 440 du 2 janvier 1997 relative à l'institution d'une régie de recettes auprès du service des affaires funéraires ;
- Vu la décision n° 00595 du 04 novembre 2002 relative à l'extension de la régie de recettes des Affaires funéraires ;
- Vu la décision n° 2016/0075 du 08 mars 2016 relative à la modification des recettes autorisées ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 30 janvier 2018 ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

Que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie, il convient d'apporter des modifications quant aux types de recettes encaissées et d'un mode de paiement autorisé.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-055

- Que article 1, il est maintenu une régie de recettes Affaires Funéraires - Cimetières auprès de la Direction de la Relations aux Publics.
 - Que article 2, la régie encaisse les recettes suivantes :
 - Encaissements des taxes d'inhumations, des taxes des caveaux d'attente, du produit des ventes et renouvellements de columbarium, des concessions privées ainsi que de leur renouvellement.
 - Perception des taxes pour les convois et les crémations,
 - **Remboursement des frais d'indigence par les familles dont le défunt a été inhumé aux frais de la ville,**
 - **Remboursement des frais de remise en état des caveaux par la collectivité.**
 - Que article 3, les recettes de la régie des affaires funéraires sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
 - numéraire
 - chèque
 - carte bancaire
 - virement
- Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un reçu et/ ou quittances.
- Que article 4, un compte de dépôts de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Trésor Public.
- Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'article 3.
- Que article 5, le montant de l'encaisse est fixé à 50 000 €.
 - Que article 6, le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum une fois par mois.
 - Que article 7, un fond de caisse d'un montant de 80 € est mis à disposition du régisseur.
 - Que article 8, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
 - Que article 9, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
 - Que article 10, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte nomination selon la réglementation en vigueur.
 - Que article 11, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITAN

Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n° 7D0035 Fourniture et maintenance préventive, corrective et évolutive du système de gestion des files d'attente dans l'hôtel de Ville et les mairies de proximité

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame ACQUIER, Adjointe au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier la fourniture et la maintenance préventive, corrective et évolutive du système de gestion des files d'attente dans l'Hôtel de Ville et les mairies de proximité ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30 I 3° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans mise en concurrence à émission de bons de commande pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 40%, prix des prestations 60%;
- Qu'après analyse, l'entreprise ESII domiciliée 2 rue de la Prade 34880 LAVERUNE présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché à l'entreprise ESII, pour un montant annuel minimum de 20 000 euros HT et un montant annuel maximum de 70 000 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 930020, Nature 6156, Ligne de crédit 17508 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Décision n° VD2018-056

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/02/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Iorraine ACQUIER

Publiée le : 07/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception -- Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ MAURY
Hélène
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 16V0327

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 18/08/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCCV DENIZOT 34, visant à réaliser un ensemble de 71 logements, 636 rue Georges Denizot;
- Que Mme MAURY Hélène a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 23/12/2017 sous le n°1706091-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

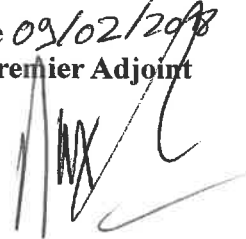
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-057

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Quartier Hôpitaux Facultés - Plan des Quatre Seigneurs-Secteur Hortus - Autorisation de signature d'un accord-cadre d'études hydrauliques, voiries et réseaux divers.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° VA/2017/5121 en date du 28 novembre donnant délégation à Mme Chantal MARION, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie, délégation de fonctions ;

Considérant :

- Que dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et afin d'accompagner l'arrivée du tramway, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé entre la route de Mende, la rue de l'Hortus et la place Jean Baume ;
- Que pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération avant de désigner un architecte-urbaniste en chef de l'opération ;
- Que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est chargée d'assurer la mission de conduite de l'ensemble des études à réaliser ainsi que leur règlement dans le cadre d'une convention de mandat d'études avec la Ville de Montpellier autorisée par décision en date du 06 juin 2017 ;
- Que dans le cadre de ce mandat, la SA3M a lancé une consultation passée en procédure adaptée, avec possibilité de négociation, conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25/03/2016 en application de l'Ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015, pour l'attribution d'un accord-cadre ayant pour objet la réalisation d'études hydrauliques, voiries et réseaux divers. La durée de cet accord-cadre est de 4 ans, sans montant minimum et avec un montant maximum de 62 000 euros HT.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ☐ Valeur technique (60 %), appréciée au regard du mémoire méthodologique et organisationnel demandé ;
 - ☐ Prix des prestations (40 %) apprécié au regard d'une commande-test.

Décision n° VD2018-058

- Que le rapport d'analyse des offres selon les critères techniques et financiers conclut que c'est l'offre de la société ARTELIA VILLE ET TRANSPORT qui est économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la SA3M à signer l'accord-cadre relatif à la réalisation d'études hydrauliques, voiries et réseaux divers avec l'entreprise ARTELIA VILLE ET TRANSPORT ;
- De dire que la dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Montpellier, Chapitre : 905;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/02/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 01/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SOCIETE
HENRI D'ALBERT
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 16V0327

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 18/08/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCCV DENIZOT 34, visant à réaliser un ensemble de 71 logements, 636 rue Georges Denizot ;
- Que la SOCIETE HENRI D'ALBERT a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 22/12/2017 sous le n°1706090-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-059

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SCI ARPER
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 17V0035

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 09/08/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à Madame FRISON Laure, visant à procéder à la modification d'ouvertures en façade, 300 rue Auguste Broussonnet ;
- Que la SCI ARPER a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 29/12/2017 sous le 1706182-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-060

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Renouvellement d'adhésion à l'association Centre Ville en Mouvement 2018 - Cotisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° A- 2017/007 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire déléguée au Commerce et à l'Artisanat ;

Considérant que :

- Par délibération n° 2016/335, le Conseil municipal a validé l'adhésion au Réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation – Association Centre Ville en Mouvement ;
- La Ville souhaite renouveler son adhésion en 2018 pour lui permettre de faire partie d'un réseau de collectivités et de bénéficier de ses ressources, rencontrer les acteurs de l'innovation et des spécialistes du centre ville, de partager les meilleures expériences et les bonnes pratiques grâce à un forum sur une plateforme d'échanges, de participer à des visites de terrain en France et à l'Etranger, et enfin de valoriser ses actions auprès d'autres collectivités ;
- La cotisation d'adhésion pour l'exercice 2018 est de 2000€ (non soumise à TVA) ;

Décide en conséquence :

- De renouveler l'adhésion au Réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation – Association Centre Ville en Mouvement pour l'exercice 2018 ;
- D'accepter le versement à l'association de la cotisation, pour un montant de 2 000, 00 € (pas de TVA) ;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2018 de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public, chapitre 935 ;

Décision n° VD2018-061

- D'autoriser M. le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/02/2018

Madame l'Adjointe au Maire

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 14/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Cœur
Service Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Restauration des corps de garde et des murs
d'échiffre
Marché de maîtrise d'œuvre
5B0123
Avenant N°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté VA/2017/4088 du 16 octobre 2017 donnant délégation à Monsieur Guy BARRAL, adjoint délégué ;
- Vu la décision n°2015/0493, établie en date du 30 novembre 2015, attribuant le marché n°5B0123 « Restauration des corps de garde et des murs d'échiffre - Marché de maîtrise d'œuvre » au groupement REPPELLIN LARPIN & ASSOCIES / T. HELLEC, pour un montant de 47.190 € HT soit 56.628 € TTC (calculé en application taux de rémunération de 8,58 % fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux de 550.000 € HT, toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) ;

Considérant :

Qu'il convient, par avenant au marché :

- d'acter la cessation d'activité du cotraitant T.HELLEC (1 route d'Aslonnes, 86 370 CHATEAU LARCHER) à compter du 1er juillet 2017 ;
- de transférer les missions, droits et obligations détenues par T.HELLEC au mandataire REPPELLIN LARPIN & ASSOCIES (5 rue Amédée Bonnet, 69006 LYON) ;
- de fixer définitivement, conformément au CCAP, le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le Maître d'œuvre dans son projet à 550.000 € HT, et par conséquent le montant de la rémunération du maître d'œuvre à 47.190 € HT soit 56.628 € TTC ;
- de prolonger la durée globale prévisionnelle d'exécution de 24 à 36 mois en raison de la durée des procédures administratives liées aux monuments historiques, les délais d'exécution des éléments de mission fixés dans l'acte d'engagement restant inchangés.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n°5B0123 « Restauration des corps de garde et des murs d'échiffre - Marché de maîtrise d'œuvre », attribué au groupement REPELLIN LARPIN & ASSOCIES / T. HELLEC :

- transférant les missions, droits et obligations détenues par T. HELLEC (1 route d'Aslonnes, 86370 CHATEAU LARCHER) au mandataire REPELLIN LARPIN & ASSOCIES (5 rue Amédée Bonnet, 69006 LYON),
- fixant le montant de celui-ci à 47.190 € HT au bénéfice du mandataire REPELLIN LARPIN & ASSOCIES (5 rue Amédée Bonnet, 69006 LYON),
- prolongeant la durée globale prévisionnelle d'exécution de 24 à 36 mois.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 903 ;

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le présent avenant, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19/02/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Guy BARRAL

Publiée le : 22/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ DORMEAU
TEISSIER
Exécution forcée de la vente d'un ensemble
immobilier suite à préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la commune de Montpellier a exercé son droit de préemption sur un ensemble immobilier à usage commercial et d'habitation, situé 190 et 298 rue Georges Auric ;
- Que les vendeurs du bien ont refusé de conclure la vente ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 09/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Annule et remplace la décision n°VD/2017/371 -
Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptées pour la maintenance,
l'entretien et le dépannage des équipements de
production de froid (n°7C0015)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué.

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'entretenir les installations de climatisation des bâtiments communaux et métropolitains, un groupement de commande a été réalisé par délibération du 20 juillet 2017 n°V2017/237 ;
- Que conformément à l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, une convention a été passée pour constituer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Que la Ville de Montpellier est désignée coordinatrice dudit groupement ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n° 7C0015) a été lancée en date du 09 octobre 2017, conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un Accord cadre à bons de commande sans minimum pour un montant maximum de 65 000 €HT (Ville de Montpellier : 50 000 €HT/an, Montpellier Méditerranée Métropole : 15 000 €HT/an), pour une durée d'exécution de 1 an (du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018) reconductible tacitement deux fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40 % pour le prix des prestations et 60% pour la valeur technique ;

Décision n° VD2018-064

- Qu'après analyse, l'entreprise MTO-EUROGEM, domiciliée au 503 rue du Roucagnier - 34400 LUNEL-VIEL a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer au nom du groupement de commande, le marché n° 7C0015 « maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid » à l'entreprise MTO-EUROGEM, pour un montant maximum de 195 000 euros HT (jusqu'au 31/12/2020) ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 930;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Avenant à la convention d'utilisation
d'équipements sportifs
Gymnase Marcel CERDAN
Renouvellement de la convention de partenariat

Ville de Montpellier - Région Languedoc
Roussillon - Lycée Jules FERRY
01/01/2018 - 31/12/2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de renouveler la convention d'utilisation du gymnase Marcel CERDAN entre la Région Languedoc-Roussillon et le Lycée Jules FERRY ;
- que cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités sportives ;
- que l'occupation des installations sportives par les élèves du Lycée Jules FERRY donnera lieu à une participation financière selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- de signer l'avenant à la convention fixant les conditions d'utilisation des équipements sportifs pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2018, selon un planning défini à chaque période scolaire ;
- de dire que ladite occupation est prolongée et donnera lieu au maintien de la convention annuelle fixant le nombre d'heures d'utilisation et les taux horaires appliqués ;

Décision n° VD2018-065

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;



Montpellier, le 07/03/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement Programmation
Service Formes Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**ZAC de la Restanque
Parcelle OM24
Convention de participation entre la Ville de
Montpellier /G Immo Montpellier/SA3M
Décision du Maire modificative relative à la
décision VD2017-384**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération n° 2012/273 du conseil municipal du 25/06/2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ;
- Vu la concession d'aménagement signée le 26/07/2012 ;
- Vu la délibération n° 2014/99 du conseil municipal du 17/02/2014 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement signé le 18/03/2014 ;
- Vu la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016.
- Vu l'arrêté donnant délégation à Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement fonciers ;
- Vu la décision du Maire n°VD2017-384 du 16 janvier 2018 relative à la convention de participation entre la Ville de Montpellier /G Immo Montpellier/SA3M sur la parcelle OM24 dans la ZAC de la Restanque.

Considérant :

- Que la société G IMMO MONTPELLIER, constructeur, souhaite réaliser l'aménagement de surface de plancher complémentaire dans un bâtiment existant à usage d'artisanat situés 335 rue du Mas de Portaly dans le périmètre de la ZAC de la Restanque ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société G IMMO Montpellier et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la

Restanque, la parcelle cadastrée section OM 24 objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC ;

- Que suite à l'ajustement de la surface de plancher (SDP) soumise au montant de la participation du constructeur aux équipements publics, il convient de modifier la Décision du Maire n°VD2017-384 de la manière suivante :

Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :

- surface de plancher (SDP) envisagée : 1 373 m² SDP de locaux à usage d'artisanat dont 129 m² de changement de destination ;
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 0€/m² SDP pour les surfaces faisant objet de changement de destination et 80 €/m² SDP pour les surfaces supplémentaires de locaux à usage d'artisanat (valeur année mai 2017) :
- $$129 \text{ m}^2 \times 0 \text{ €} + 1\,244 \text{ m}^2 \times 80 \text{ €} = 99\,520 \text{ €}$$

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la conclusion de la convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société G IMMO MONTPELLIER et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;
- D'autoriser Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 26 févr. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 1 mars 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture :

- Réception en Préfecture : C

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ MILLOT Jean-Noël
Dossier PE 34172 17V0070
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. MILLOT Jean-Noël a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°1047 Avenue Villeneuve d'Angoulême et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-067

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction de la Sécurité et de la Tranquillité
Publique
Cotisations à des organismes nationaux
Année 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Lorraine Acquier, Adjointe Déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations, depuis de nombreuses années afin de participer aux réseaux de professionnels et bénéficier de la capitalisation des initiatives conduites aux différentes échelles ;
- Que dans la thématique « Sécurité », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion aux organismes suivants au titre de l'exercice 2018 ;

Chapitre	Nature	Organisme	Montant TTC
931	6281	Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU)	5 280,00 Euros
931	6281	Haut Comité Français pour la Défense Civile (HCFDC)	1 250,00 Euros
931	6281	IDEAL Connaissances Communauté risques	1 358,00 Euros

- Que dans la thématique « Santé », la Ville de Montpellier souhaite participer au soutien et au développement du Réseau Français des Villes Santé, en référence aux objectifs de la Santé pour Tous et du Programme Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé et propose de reconduire l'adhésion, au Réseau Français des Villes Santé OMS au titre de l'exercice 2018 ;

Chapitre	Nature	Organisme	Montant TTC
931	6281	Réseau Français des Villes santé OMS	1 257,00 Euros

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement des cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 9 145,00 Euros sur le budget de la Ville, chapitre 931;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 09/02/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 12/02/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ DORMEAU
TEISSIER
Assignation devant le TGI en vue d'obtenir
l'annulation de la vente d'un ensemble immobilier
suite à préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la commune de Montpellier a exercé son droit de préemption sur un ensemble immobilier à usage commercial et d'habitation, situé 190 et 298 rue Georges Auric ;
- Que les vendeurs du bien assignent la commune de Montpellier devant le Tribunal de Grande Instance pour obtenir l'annulation de la vente ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux

Monsieur Bernard COUTU Recours contre le refus d'indemnisation d'un préjudice lié au refus d'inhumation de son père à Montpellier

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur Bernard COUTU conteste (instance n°1800461-5) le refus d'indemnisation de la commune du préjudice qui lui aurait été causé pour le refus d'inhumation de son père à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-070

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché Public - Prestations d'entretien d'espaces verts par Eco-pâturage - N°7D0032

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux d'entretien d'espaces verts par Eco-pâturage ;
- Qu'une consultation a été lancée en application des articles 25-I.1°, 67 à 68 et de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, ainsi que l'article 78 du même décret relatif aux accords-cadres ;
- Qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, non alloti, avec un opérateur économique, avec maximum, pour une durée de un an avec une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60%)
 - 2- prix des prestations (40%) ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 février 2018 a attribué le marché à l'entreprise SARL ECOZOONE, 59 route de Linselles 59166 Bousbecque, présentant une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché « prestations d'entretien d'espaces verts par Eco-pâturage » à l'entreprise SARL ECOZOONE pour un montant annuel maximum de 250 000 € HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, section fonctionnement, chapitre 935 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/03/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 13/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Extension et Réhabilitation partielle de l'école
PAPE CARPANTIER
Mission de Maîtrise d'Œuvre
Marché 6D0039
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté N° VA2017/5109 du 29 décembre 2017, donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, adjointe au Maire ;
- Vu la délibération N° 2016/225 du 22 juin 2016 approuvant le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier ;
- Vu la décision N° VD2017/217 du 24 août 2017 relative à l'attribution du marché N° 6D0039 « Extension et réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier/Mission de maîtrise d'œuvre » ;
- Vu le rapport d'avenant N°1 relatif au marché 6D0039 ;
- Vu le projet d'avenant N°1 relatif au marché 6D0039 ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier ;
- Que par délibération N° 2016/225 du 22 juin 2016 a été lancé un concours de maîtrise d'œuvre d'architecture ;
- Que par décision N° VD2017/217 du 24 août 2017 le marché N° 6D0039 « Extension et réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier/Mission de maîtrise d'œuvre » a été attribué au groupement d'entreprises groupement solidaire ATELIER CASTELNAU FERRI/CALDER/DURAND/PLUS DE VERT/FRUSTIE/JOURDAN/ORDIPRO, représenté par le groupement mandataire ATELIER CASTELNAU/FERRI pour un montant global de 342 960,00 € HT ;

- mission de base : 310 560,00 € HT (valeur juin 2017),
- mission OPC : 32 400,00 € HT (valeur juin 2017) ;
- Qu'un avenant est nécessaire pour :
 - approuver l'avant-projet définitif (APD),
 - fixer le coût prévisionnel définitif des travaux à 2 509 452,74 € HT,
 - fixer le forfait de rémunération définitif à 358 600,79 € HT :

	Mission de base	Mission OPC
Taux de rémunération t	12,94 %	1,35 %
Coût prévisionnel des travaux C	2 509 452,74 € HT	2 509 452,74 € HT
Forfait définitif de rémunération C x t (valeur juin 2017)	324 723,18 € HT	33 877,61 € HT
TVA (20%)	64 944,64	6 775,52
TTC	389 667,82 € TTC	40 653,13 € TTC

Le montant du marché est donc porté de 324 690 € HT à 358 600,79 € HT soit une augmentation de 15 640,79 € HT, représentant 4,56 % par rapport au montant initial du marché.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant N° 1 au marché 6D0039 à ATELIER CASTELNAU FERRI/CALDER/DURAND/PLUS DE VERT/FRUSTIE/JOURDAN/ORDIPRO avenant d'un montant de 15 640,79 € HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2018 de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/03/2018
 Madame l'Adjointe au Maire
 Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 06/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction Proximité et Citoyenneté
Service des Maisons pour Tous
Modification de la régie de recettes et d'avances
des Maisons pour Tous:
Ajout de la Maison pour Tous Louis Feuillade**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001, relatif aux conditions et modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics ;
- Vu le décret n° 2007-23 du 05 janvier 2007, portant sur les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;
- Vu la décision n° 2010/0549 du 29 décembre 2010 relative à la création de régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maison Pour Tous ;
- Vu la décision n° 2011/0010 du 21 janvier 2011 relative à la modification du nom d'une régie d'avances et de recettes ;
- Vu la décision n° 2011/0045 du 08 février 2011 modifiant la décision 2010/0549 du 29 décembre 2010 ;
- Vu la décision n° 2011/0208 du 20 mai 2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous ;

- Vu la décision n° 2011/313 du 21 juillet 2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous permettant l'encaissement pour le compte de tiers ;
- Vu la décision n° 2013/244 du 9 septembre 2013 relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous augmentant le montant de l'encaisse ;
- Vu la décision n° VD/201/054 relative à l'ajout de la vente des cartes été jeunes ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 12 février 2018 ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- **Qu'il convient de créer une régie d'avances et de recettes pour la Maison pour Tous Louis Feuillade afin d'assurer le bon fonctionnement de son activité.**

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est créé une régie d'avances et de recettes auprès de la Direction de la Proximité et la Citoyenneté (DPC).
- Que, article 2, les régies d'avances et de recettes des Maisons Pour Tous, auprès de la Direction de la Proximité et Citoyenneté, sont les suivantes :

Maison Pour Tous	Adresses
Georges Brassens	Place Jacques Brel
Léo Lagrange	155, rue de Bologne
Marie Curie	13, allée Antonin Chauliac
Paul Emile Victor	1247, avenue du professeur Louis Ravas
Fanfonne-Guillierme	Rue des Avants Monts
François Villon	4 rue des Aconits
André Chamson	105, rue Gustave Eiffel
Antoine de Saint Exupéry	130, allée du Briol
Marcel Pagnol	64, route de Lavérune
Michel Colucci	205, rue de Cheng Du
Albert Camus	118, allée Bonafos
Jean Pierre Caillens	Place de la Tibériade
L'Escoutaire	67, rue des razeteurs
Boris Vian	14, rue de l'Amethyste
Mélina Mercouri	842, rue de la vieille poste
Albert Dubout	1071, avenue de la Justice de Castelnaud
Rosa-Lee-Parks	Place centrale ZAC Malbosc
George Sand	25 bis, avenue saint André de Novigens
Frédéric Chopin	1, rue du marché aux bestiaux
Voltaire	1, square Jean Monnet
Joseph Ricôme	7, rue Pagès
Albertine Sarrazin	43, rue Tour Gayraud
Louis Feuillade	410, avenue de Barcelone

- Que, article 3, les régies sont installées dans les locaux des Maisons Pour Tous à Montpellier (34000).

- Que, article 4, les régies encaissent les produits suivants :

- La participation des associations et des usagers aux activités organisées par la MPT (activités à l'année ou activités ponctuelles),
- La participation des associations et des usagers à la mise à disposition de salles. Le cas échéant, les recettes générées par l'utilisation par le public des appareils mis à disposition (point phone, photocopieurs,...),
- Les cartes animation Sports,
- Les cartes été jeunes,
- **Les recettes issues de la billetterie du cinéma de la Maison pour Tous Louis Feuillade,**
- **La billetterie susceptible d'être mise en place dans l'ensemble des Maisons Pour Tous,**

- Que, article 5, les recettes désignées à l'Article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire,
- Chèques vacances,
- Virements d'organismes,
- Paiement internet,

Elles sont perçues contre remise de factures ou cartes d'abonnement.

- Que, article 6, dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 6 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 4.

- Que, article 7, la régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses de faible montant liées aux ateliers et animations organisés par la MPT, ou aux animations auxquelles elle participe (fournitures et petit matériel, nourriture, boisson),
- Dépenses de faible montant liées à l'organisation et au fonctionnement de la MPT : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, livres, disques, cassettes vidéo, droguerie, nettoyage, frais postaux, pellicules photos et développement lors de voyages, fêtes ou expositions, location de véhicule et dépenses afférentes, pharmacie,
- Les remboursements aux adhérents,
- Paiement des acomptes relatifs aux prestations d'artistes,
- **Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration d'invités liés à l'activité du cinéma,**
- **Frais d'entretien ou de réparation urgente liés à l'activité du cinéma,**
- **Paiement des taxes cinématographiques,**
- **Paiement des locations de films (factures inférieures à 30€),**

- Que, article 8, les dépenses désignées à l'article 7 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,

- Que, article 9, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet :

- L'encaissement des recettes désignées à l'Article 4,
- De recevoir l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 7,

- Que, article 10, l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

- Que, article 11, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 500 € pour l'ensemble des Maisons Pour Tous sauf pour :

- Maison Pour Tous Marcel PAGNOL
- Maison Pour Tous l'ESCOUTAIRE
- Maison Pour Tous Léo LAGRANGE
- Maison Pour Tous André CHAMSON
- Maison Pour Tous Albert CAMUS
- Maison Pour Tous VOLTAIRE

Pour lesquelles le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 €.

- Que, article 12, le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1500 €, sauf pour la Maison Pour Tous Louis Feuillade pour laquelle le montant maximum de l'avance à consentir est fixé à 5 000 €.

- Que, article 13, un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

- Que, article 14, le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par mois.

- Que, article 15, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

- Que, article 16, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

- Que, article 17, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut Monsieur le Premier Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

.../...

- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 27/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction Paysage et Biodiversité
Service Jardins et Espaces Naturels
Régie de recettes "Jardins familiaux"
Modification de la régie et ouverture d'un compte
de dépôt de fonds**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 3564 du 17 février 2006, relative à la création d'une régie de recette pour les jardins familiaux ;
- Vu la décision n° 303 du 17 juin 2009, relative à la modification de la régie de recettes des jardins familiaux ;
- Vu la décision n° 2013/0256 du 28 août 2013, relative à la modification des modes de recouvrement et du montant de l'encaisse autorisé ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 15 février 2018 ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

Que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie, il est nécessaire d'ouvrir un compte de dépôt de fonds, d'ajouter des modes de recouvrement et d'augmenter le montant de l'encaisse autorisé.

Décide en conséquence :

- Que article 1, il est maintenu une régie de recettes des « Jardins Familiaux » ;
- Que article 2, la régie est installée auprès de la Direction Paysage et Biodiversité au service des Espaces Verts, au centre horticole Richer de Belleval, 2733 avenue Albert Einstein, à Montpellier ;
- Que article 3, la régie de recette encaisse :
 - les produits des loyers et cautions des jardins familiaux, conformément au règlement approuvé par Délibération du Conseil Municipal
 - Les consommations d'eau pour chaque parcelle des jardins familiaux « les Grands Grés » et « Rieucoulon »

- Que article 4, les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèque
- Carte bancaire
- Virement

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur de factures ;

- Que article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'article 3 ;

- Que article 6, un fond de caisse d'un montant de 20 € est mis à disposition du régisseur ;
- **Que article 7, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 5 000 € ;**
- Que article 8, le régisseur est tenu de verser à la Trésorière municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois ;
- Que article 9, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;
- Que article 10, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Décision n° VD2018-076

- Que article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 12, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction de la Culture et du Patrimoine
Cotisations à des organismes nationaux pour
l'année 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que, la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le biais de cotisations ;
- Que, dans la thématique « Culture », la Ville souhaite renouveler son adhésion aux organismes suivants, au titre de l'exercice 2018 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant de la cotisation 2018
933	6281	Association des archivistes français	95 €
933	6281	Avenio utilisateurs	60 €
933	6281	ICA Conseil International des Archives	200 €
933	6281	Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai (AFCAE)	590 €
933	6281	Association des Cinémas et circuits itinérants du Languedoc Roussillon (ACCILR)	100 €
933	6281	Agence pour le Cinéma Indépendant et sa Diffusion	120 €

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-078

- D'accepter le renouvellement des adhésions et le versement des cotisations correspondantes aux organismes ci-dessus désignés, pour un montant global de 1 165 € ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville, fonction 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 13/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché passé selon une procédure adaptée
Prestations d'audiotypie
N° 7B0089**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération en date du 5 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur le Maire ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de désigner un prestataire d'audiotypie pour la retranscription des séances publiques du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier, ainsi que les séances du Comité Technique, de la Commission Administrative Paritaire, du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail et des jurys de concours de maîtrise d'œuvre ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, en date du 18/12/2017, la société H2 COM, sis 13-15 rue Taitbout 75009 Paris, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société H2COM pour un montant annuel HT compris entre 7 000 € et 25 000 € pour une durée d'un an reconductible deux fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, fonction 930 ;

Décision n° VD2018-080

- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 15/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
COMMUNE DE MONTPELLIER c/ SCI
MEDITERRANEE (APPEL)
Appel de la commune de Montpellier contre le
jugement du Tribunal Administratif de
Montpellier du 18/01/2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un jugement du 18/01/2018, référencé n° 1600801, le tribunal administratif de Montpellier a annulé l'arrêté n° DP 34172 15 00596 du 07/12/2015 faisant opposition à la déclaration préalable de la SCI MEDITERRANEE, visant à procéder à la réalisation de divers travaux intérieurs, 4 rue des Ecoles Centrales ;

- Que la commune de Montpellier souhaite interjeter appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;

- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;

- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ PRADAUD
Anne-Marie
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 17V0108

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :


- Que par un arrêté du 28/11/17, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la société THERESIANUM CARMELITES SCCV, visant à réhabiliter 3 bâtiments et à en construire 2 nouveaux dans l'optique de créer une résidence hôtelière, 06 rue des Carmélites ;
- Que Mme PRADAUD Anne-Marie a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 24/01/2018 sous le n°1800361-1;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ ESPINOS Juanito
Dossier PE 34172 16V0069
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. ESPINOS Juanito a réalisé des travaux sans autorisation administrative rue Montels-Eglise et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

.../...

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux

Éric et Nicole TERNON Recours contre l'opposition à tiers détenteurs du 19 octobre 2017

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur et Madame TERNON contestent à titre principal l'opposition à tiers détenteur du 19 octobre 207 pour une créance relative à l'occupation du domaine public (instnace n°180000-1) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-084

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ EL MAHZOUM Farid
Dossier PE 34172 16V0095
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. EL MAHZOUM Farid a réalisé des travaux sans autorisation administrative, 70 rue d'Ajaccio et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

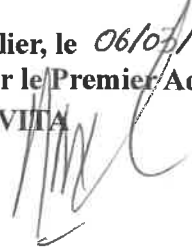
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

.../...

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché n° 6D0020
Réaménagement de la zone technique du Parc de
Lunaret-Phase 2 (bâtiments : clinique vétérinaire
et quarantaine)
Lot n°10 : chauffage-ventilation-plomberie-
sanitaire : Résiliation.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri De VERBIZIER, Adjoint délégué aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux et en particulier l'article 46.3 et l'article 48 ;
- Vu la décision n° VD/2017/162 du 7 juillet 2017 « Marché n° 6D0020 : Réaménagement de la zone technique du Parc de Lunaret – Phase 2 (Bâtiments : Clinique vétérinaire et Quarantaine) » ;
- Vu les courriers de relance du 26 septembre 2017 et du 26 Octobre 2017 ;
- Vu le courrier de mise en demeure du 12 février 2018 adressé à l'entreprise CAIZERGUES.

Considérant :

- Que par décision du 7 juillet 2017, la Ville de Montpellier a décidé de confier le lot 10 « chauffage-ventilation-plomberie-sanitaire » du marché n° 6D0020 « Réaménagement de la zone technique du Parc de Lunaret – Phase 2 (Bâtiments : Clinique vétérinaire et Quarantaine) » à l'entreprise CAIZERGUES située 427 Avenue de l'Europe-34170 Castelnau le Lez pour un montant de 270.576 € HT ;
- Que suite à de nombreux manquements aux obligations liées au marché, notamment de non-conformité et d'importants retards dans la remise des documents d'exécution des travaux, empêchant la poursuite des travaux et le respect du calendrier d'exécution, y compris pour les autres lots, il a été demandé à l'entreprise par mise en demeure du 12 Février 2018, de respecter ses engagements contractuels ;

Décision n° VD2018-088

- Que cette mise en demeure est restée sans effet ;
- Qu'il apparaît donc nécessaire de résilier le marché « lot 10 : chauffage-ventilation-plomberie-sanitaire » conclu avec l'entreprise Caizergues et d'interrompre le chantier jusqu'à l'attribution du dit lot à une autre entreprise désignée à l'issue d'une nouvelle procédure de mise en concurrence ;
- Que l'entreprise Caizergues n'ayant pas exécuté de travaux ouvrant droit à un règlement, il n'y a pas lieu d'établir de décompte de résiliation,

Décide en conséquence :

Article 1 : De résilier le lot n° 10 – « chauffage-ventilation-plomberie-sanitaire » le marché n° 6D0020 : Réaménagement de la zone technique du Parc de Lunaret – Phase 2 (Bâtiments : Clinique vétérinaire et Quarantaine) » confié à l'entreprise Caizergues - située 427 Avenue de l'Europe-34170 Castelnau le Lez, à compter du 28 février 2018 à ses frais et risque ;


Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à résilier le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10/03/2018

Monsieur l'Adjoint au Maire

Henri de VERBIZIER



Publiée le : 13/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété SCI FIPAT R.J.B
6 rue Anatole France et 5 bis place Alexandre
Laissac
Locaux commerciaux lots 2 et 5
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "GAMBETTA – FIGUEROLLES – CLEMENCEAU", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 8 février 2018.

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 30 novembre 2017, la SCI FIPAT R.J.B a déposé une déclaration d'intention d'aliéner deux locaux commerciaux réunis constituant les lots 2 et 5 de la copropriété située 6 rue Anatole France et 5 bis place Alexandre Laissac, cadastrée section EW 360 et 363, au prix de 250.000 € ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers, pour faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités en cas de cession du droit au bail, de commercialiser ou de mettre en place des projets novateurs en cohérence avec le développement commercial du secteur en cas de vacance ;

Décide en conséquence:

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI FIPAT R.J.B, située 6 rue Anatole France et 5 bis place Alexandre Laissac, cadastrée section EW 360 et 363, au prix de 250.000 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner ;

- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 26 FEV. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 07/03/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
 Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
 Décisions de la Mairie de
 Montpellier**

Direction de la Culture

Modification de la régie d'avance pour la rémunération des intermittents du spectacle

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 2011/349 du 29 mai 2011 relative à la création de la régie d'avances du GUSO de la Direction de la Culture et du Patrimoine ;
- Vu la décision n° 2011/0580 du 24 janvier 2012 relative à l'augmentation du montant de l'avance ;
- Vu la décision n° 2012/311 du 26 juillet 2012 relative à l'augmentation du montant de l'avance ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 20 Février 2018 ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre du bon fonctionnement de la régie du GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) de la Direction de la Culture, il convient de modifier les actes précédents en diminuant le montant de l'avance et en modifiant le lieu d'installation de la régie.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie d'avances auprès de la Direction de la Culture pour le paiement des charges sociales au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) et pour le paiement des salaires aux intermittents du spectacle,
- Que, article 2, la régie est installée dans les locaux de la Direction de la Culture au 355, rue Vendémiaire, immeuble le Belem, 34000 MONTPELLIER,
- Que, article 3, la régie paie les dépenses suivantes :
 - Salaires aux intermittents du spectacle et charges sociales au GUSO pour les prestations des intermittents du spectacle,
 - Acomptes sur les contrats de cession du droit d'exploitation de spectacle,
- Que, article 4, les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :
 - Chèques,
 - Virement,
- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public,
- Que, article 6, ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3,
- Que, article 7, le montant maximum de l'avance est fixé à 8 000 €,
- Que, article 8, le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et avant que le maximum de l'avance ne soit atteint,
- Que, article 9, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur,
- Que, article 10, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur,
- Que, article 11, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/02/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Annule et remplace la décision n° VD/2017/289
Contrat de maintenance et service d'aide à
l'exploitation
AS TECH Solutions Marché n° 7C0025**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévi, Premier Adjoint au Maire délégué, à la gestion active du patrimoine, à l'économie des ressources du patrimoine ;

Considérant :

- Qu'il convient d'assurer la maintenance corrective, évolutive et préventive ainsi que la formation pour les progiciels AS-TECH Patrimoine, AS-TECH Gestion locative, AS-TECH Demande et AS-TECH Travaux ;
 - Qu'il est nécessaire de bénéficier du service de télé-maintenance et de télé-assistance ;
 - Que la société AS-TECH Solutions AS-TECH Solutions - 1280 Avenue des Platanes, Future Building II, 34970 BOIRARGUES LATTES - est la seule à pouvoir assurer ces missions (clause d'exclusivité européenne fournie) ;
 - Qu'il est donc nécessaire de signer un marché avec AS-TECH Solutions pour effectuer ces prestations ;
 - Qu'il s'agit d'un marché avec un prix forfaitaire annuel et une partie à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 50 000 € HT par an ;
- Ce marché est conclu pour un an renouvelable une fois à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 7C0025 « Contrat de maintenance et service d'aide à l'exploitation », vu l'article 30 du décret 216-360 du 25 mars 2016, à l'entreprise AS-TECH Solutions, pour un montant de :
- AS-TECH Patrimoine + Infocentre + AS-TECH Gestion locative : 18 877,41 € HT par an (ce prix sera révisé à chaque date d'anniversaire) ;

Décision n° VD2018-091

- AS-TECH Demande : 1 530 € HT par an (ce prix sera révisé à chaque date d'anniversaire) ;
- AS-TECH Travaux : 2 520 € HT (ce prix sera révisé à chaque date d'anniversaire).
- Prestations. Il s'agit d'un marché à bons de commande :
 - o Prestation de conseil : 1 250 € HT par jour.
 - o Prestation d'installation technique : 1 250 € HT par jour.
 - o Prestation de formation : 1 080 € HT par jour (pour un groupe de 8 personnes max).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitres 900 et 930.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'Association ART SANS FRONTIÈRE
le 6 Mars 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association ART SANS FRONTIERE a déposé une demande en vue d'utiliser la NEF et la Maison des Chœurs le 6 mars 2018 de 15h à 23h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 05/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 06/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ CANNAT
Marie-Christine (PCM01)
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 16V0233 M01

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 28/07/17, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire modificatif à la SCI LE VALJOLY, visant à procéder à une répartition de la typologie des logements et une modification des façades sur son projet situé 57 B rue Buffon;
- Que Mme CANNAT Marie-Christine a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 25/01/2018 sous le n°1800371-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SARL
HOLDIM
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 17V0236

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

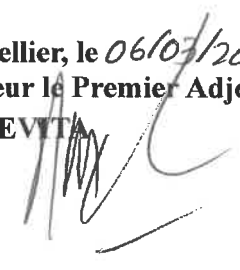
- Que par un arrêté du 30/01/2018, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SARL HOLDIM, visant à créer deux mezzanines, 233 avenue Theroigne de Mericourt ;
- Que la SARL HOLDIM a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 31/01/2018 sous le n°1800437-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 07/03/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ LONJON
Rémy et Anne
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 16V0327

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 18/08/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCCV DENIZOT 34, visant à réaliser un collectif de 71 logements, 636 rue Georges Denizot ;
- Que M. et Mme LONJON Rémy et Anne ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 04/01/2018 sous le n°1800052-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-095

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ COMBE
Bernard et Patricia
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 16V0327

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 18/08/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCCV DENIZOT 34, visant à réaliser un collectif de 71 logements, 636 rue Georges Denizot ;
- Que M. et Mme COMBE Bernard et Patricia ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 04/01/2018 sous le n° 1800053-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

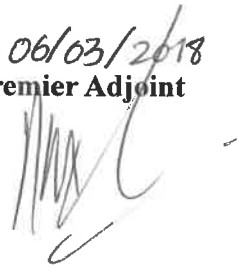
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-096

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ BONNET
Pierre-Antoine (PC M01)
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172
15V0227 M01

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 14/11/17, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire modificatif à la SA URBIS REALISATIONS, visant à procéder à des modifications des plantations et du local poubelles / vélo sur un projet situé 1166 avenue du Professeur Louis Ravas ;
- Que M. BONNET Pierre-Antoine a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 12/01/2018 sous le n° 1800159-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux

Madame Véronique SORRANT **Recours contre le refus d'indemnisation de son** **préjudice commercial lié à la fermeture des** **Halles Laissac**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame Véronique SORRANT conteste (instance n°1800696-4) le refus d'indemnisation de son préjudice commercial qu'elle estime lié à la fermeture des Halles Laissac ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 07/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Fourniture de titres de transport aérien sur le
territoire national
Déplacements des élus et du personnel municipal
MAPA n° 7B0070**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération en date du 5 avril 2014 relative à l'élection du Maire et des Adjoint ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que les élus du Conseil municipal et le personnel municipal de la Ville de Montpellier sont amenés à se déplacer en dehors du territoire de la commune, pour des missions de représentation de la Ville ou des formations, le plus souvent à Paris ;
- Qu'il y a lieu dans ce cadre de passer un marché à procédure adaptée dont l'objet est la commande de titres de transport aérien sur le territoire national ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 20/10/2017 et en application des articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la société AIR FRANCE, sis 45 rue de Paris, 95747 Roissy CDG Cedex, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société AIR FRANCE pour un montant HT compris entre 7 000 € et 50 000 € pour une durée initiale de huit mois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-101

- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 19/03/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Rétrocession de concession quinquennale au cimetière Saint-Lazare - Acte 45577

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux Publics et aux Affaires militaires

Considérant :

- La demande formulée par M. CANDELIER Pascal, domicilié 4 rue Bazille Balard, 34000 MONTPELLIER, concessionnaire de la concession référencée Acte 45577, section CT n° 10 du 5° rang, acquise le 9 décembre 2016, d'une durée de 15 ans, au prix de 517 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Que cet emplacement ne lui convenait pas et qu'il avait donc acquis une autre concession dans un autre secteur du cimetière, le 20 juillet 2017 ;
- Qu'à sa demande, il a été mis fin à ce contrat de concession le 15 décembre 2017 ;
- Que , dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession quinquennale au montant de 487 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 9 décembre 2016 pour une durée de 15 ans et pour un montant de 517 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 517 € correspond à 15 ans d'usage, soit 180 mois Il reste 168 mois à courir, soit $517/180 \text{ mois} \times 168 = 487 \text{ €}$ à rembourser ;
- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-102

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 13/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Exposition Un dictateur en images, Photographies
Heinrich Hoffman au Pavillon Populaire
Autorisation de dépôt d'une demande de
subvention auprès de l'Etat, Ministère des
Armées, pour la réalisation du catalogue**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que, du 27 juin au 16 septembre 2018, le Pavillon Populaire présentera une exposition en deux volets consacrée au devoir de mémoire :
 - *Un dictateur en images. Photographies de Heinrich Hoffmann.* Ce projet a pour objet de présenter le travail du photographe officiel d'Adolf Hitler de 1922 à 1945, qui a réalisé quasiment toutes les images qui figurent dans les manuels d'histoire, de la poignée de main du maréchal Pétain (Montoire, 24 octobre 1940) à la destruction de la chancellerie (Berlin, avril 1945). C'est ce corpus, considérable, puisque qu'il couvre les vingt-trois ans de la vie politique d'Hitler et des dizaines de milliers de portraits, que cette exposition veut analyser, afin de montrer comment s'est constitué cet outil de propagande visuelle qui a façonné l'adhésion volontaire au régime nazi. Cette exposition s'efforcera de donner au public les clefs d'analyse de codes iconographiques qui se sont alors mis en place, et qui sont encore utilisés aujourd'hui ;
 - *Regards sur les ghettos, Photographies de propagande allemande et des photographes juifs des ghettos d'Europe orientale (octobre 1939 – Aout 1944)*, en partenariat avec le Mémorial de la Shoah ;
- Que l'exposition *Un dictateur en images. Photographies de Heinrich Hoffmann* fera l'objet d'un catalogue éponyme, édité chez Hazan, et dont le lancement commercial aura lieu au moment de son vernissage. Le coût de l'édition de ce catalogue pour la Ville de Montpellier est estimé à 33582.91€ TTC ;

Décision n° VD2018-104

- Que le Ministère des Armées dispose d'un Bureau des actions culturelles et des musées, qui développe une politique de publication et instruit les demandes de soutien financier aux projets culturels relatifs à l'histoire du XXe siècle. A ce titre, le Ministère des Armées pourrait apporter un soutien financier et institutionnel à l'édition du catalogue de l'exposition *Un dictateur en images. Photographies de Heinrich Hoffmann*.

Décide en conséquence :

- d'autoriser le dépôt, auprès de la structure susmentionnée, d'un dossier de demande d'aide relative à l'édition du catalogue de l'exposition *Un dictateur en images. Photographies de Heinrich Hoffmann* du Pavillon Populaire ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou Madame l'Adjointe au Maire déléguée à la Culture à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/03/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public: Location et mise en place
d'équipements de distribution électrique et de
groupes électrogènes
8B0011**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA.

Considérant :

- Que, dans le cadre de l'organisation de la manifestation artistique ZAT 2018, la Ville doit louer des groupes électrogènes ainsi que des équipements de distribution électrique ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti à bons de commande pour une durée de 2 mois à compter de la notification ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique (60%) et prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Revolt, 22 ZAC carrière dorée 59310 Orchies présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°1 ;
- Qu'après analyse, l'entreprise CQFD, 450 rue du Mas de Brousse 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°2.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-111

Article 1 : D'attribuer le lot 1 du marché de location et mise en place d'équipements de distribution électrique et de groupes électrogènes (8B0011) à l'entreprise Revolt, pour un montant de 10 000 euros HT maximum ;

Article 2 : D'attribuer le lot 2 du marché de location et mise en place d'équipements de distribution électrique et de groupes électrogènes (8B0011) à l'entreprise CQFD, pour un montant de 25 000 euros HT maximum ;

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933 ;

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Mise en place d'une ligne de trésorerie de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 en date du 2 mars 2018 donnant délégation à M. Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu le projet de contrat.

Considérant :

- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie ;
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de dix millions d'euros chacune qui répondent le mieux à notre demande, aux conditions ci-après indiquées pour ARKEA :

Montant :	10.000.000 euros (dix millions d'euros)
Durée :	12 mois
Date d'effet du contrat :	03/04/2018
Taux applicable :	TI3 mois flooré à 0
Marge applicable :	TI3M +0.38% (au 01/02/2018 : -0.3279%+0.38%= 0.38%)
Base de calcul :	Exact / 360
Règlement des intérêts :	Trimestriellement à terme échu sans capitalisation
Commission d'engagement :	0.05% soit 5.000 euros (cinq mille euros)
Commission de non utilisation :	Néant
Frais de dossier :	Néant
Montant minimal de Tirage :	10 000 euros
Outil de gestion en ligne :	Gratuit

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'une ligne de trésorerie avec ARKEA aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus, à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 22/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 22/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Mise en place d'une ligne de trésorerie de dix millions d'euros auprès de BNP PARIBAS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 en date du 2 mars 2018 donnant délégation à M. Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu le projet de contrat.

Considérant :

- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie ;
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 M€ chacune, qui répondent le mieux à notre demande, aux conditions ci-après indiquées pour BNP PARIBAS :

Montant :	10.000.000 euros (dix millions d'euros)
Durée :	12 mois
Date d'effet du contrat :	03/04/2018
Taux applicable :	EURIBOR 3 mois flooré à 0
Marge applicable :	EUR3M J-2 target +0.30% (au 01/02/2018 : -0.328 % + 0.30% = 0.30%)
Base de calcul :	Exact / 360
Règlement des intérêts :	Trimestriellement à terme échu
Commission d'engagement :	Néant
Commission de non utilisation :	0.10 % du montant soit au maximum 10 000 euros
Frais de dossier :	Néant
Montant minimal de Tirage :	Néant

Décision n° VD2018-113

Taux effectif Global : 0,30 % dans l'hypothèse d'un EURIBOR 3 mois flooré à 0 %
(en date du 01/02/2018) et d'une utilisation intégrale dès la date d'effet
et jusqu'à la date d'échéance.

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'une ligne de trésorerie avec la BNP PARIBAS aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus, à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 22/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 22/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public: contrat d'exposition de
l'installation Dominoes dans le cadre de la ZAT
2018
8B0028**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA.

Considérant :

- Que la Ville présentera, à l'occasion de la manifestation ZAT 2018, une installation artistique dans l'espace public intitulée *Dominoes* ;
- Qu'aucune publicité ou mise en concurrence n'est possible pour l'acquisition des droits d'exposition de cette installation, tous les droits d'exploitation de l'oeuvre étant détenus par l'artiste et son représentant

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du contrat d'exposition d'œuvre, joint en annexe, avec Station House Opera Artsadmin – 28 Commercial Street – E1 6AB – Londres GB, pour un montant de 26 314.23 euros TTC ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933 ;

Décision n° VD2018-116

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Mise en place et réparation des panneaux de
signalétique des bâtiments gérés par la Direction
Travaux et Maintenance
MAPA n° 8B0005**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la mise en place et la réparation des panneaux de signalétique des bâtiments gérés par la Direction Travaux et Maintenance ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes pour une durée de d'un an à compter de la notification ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60%, prix des prestations 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise France Enseignes Signalisations sise, 5 rue Breguet – Parc Marcel Dassault BP 293 -34430 Saint Jean de Védas présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-118

Article 1 : D'attribuer le marché de « Mise en place et réparation des panneaux de signalétique des bâtiments gérés par la Direction Travaux et Maintenance », pour un montant maximum de 88 000 euros HT, pour une durée d'un an à compter de la date de la notification ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Sonja KERANGUEVEN

Publiée le : 21/03/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association WOULIB le 18 mars 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association WOULIB a déposé une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 18 mars 2018 de 10h 18h00 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 15/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/03/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA MAISON DES CHŒURS A L'ASSOCIATION ECUME LE 8 MARS 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association ECUME a déposé une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs le 8 mars 2018 de 19h30 à 22h30,
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 21/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'Association BA-BACH le 29 avril
2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association BA BACH a déposé une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs le 29 avril 2018 de 14h00 à 18h00 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs à l'association CHORIOLIS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association CHORIOLIS a déposé une demande en vue d'utiliser la salle de répétition de la Maison des Chœurs les 17 et 18 mars 2018 de 10h00 à 18h00 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 19/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'Association ECUME les 15 et 22 Mars
2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association ECUME a déposé une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs les 15 et 22 mars 2018 de 19h30 à 22h30
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/138 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/03/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction de la Sécurité et de la Tranquillité
Publique
Service Police Municipale
Régie de recettes "Stationnement Espace
Mosson"
Mise à jour des Actes de la régie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 00108 du 24 juillet 2001, relative à la création d'une régie de recette Stationnement Espace Mosson ;
- Vu la décision n° 00136 du 4 septembre 2001, relative à l'augmentation du fond de caisse ;
- Vu la décision n° 137 du 9 avril 2010, relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds ;
- Vu la décision n° 226 du 28 mai 2010, relative à la modification des modes de recouvrement ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 6 mars 2018 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 du 2 mars 2018 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

Que pour assurer un meilleur suivi de la régie, il est nécessaire de faire une mise à jour des différents actes de la régie.

Décide en conséquence :

- Que article 1, il est maintenu une régie de recettes « Stationnement Espace Mosson » ;
- Que article 2, la régie est installée auprès de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique au service Police Municipale, 8 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier ;
- Que article 3, la régie de recettes encaisse :
 - Les produits des ventes de tickets de stationnement sur l'Espace Mosson ;
- Que article 4, les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
 - Numéraire
 - Chèque
 - Carte bancaire
- Que article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'article 3 ;
- Que article 6, un fond de caisse d'un montant de 300 € est mis à disposition du régisseur ;
- Que article 7, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 € ;
- Que article 8, le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois ;
- Que article 9, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;
- Que article 10, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Décision n° VD2018-138

- Que, article 12, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/03/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources
Régie de recettes "Jardins familiaux"
Modification de la régie et ouverture d'un compte
de dépôt de fonds
Retire et remplace la décision n° VD2018-076**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 3564 du 17 février 2006, relative à la création d'une régie de recette pour les jardins familiaux ;
- Vu la décision n° 303 du 17 juin 2009, relative à la modification de la régie de recettes des jardins familiaux ;
- Vu la décision n° 2013/0256 du 28 août 2013, relative à la modification des modes de recouvrement et du montant de l'encaisse autorisé ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 15 février 2018 ;

Décision n° VD2018-141

- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 du 2 mars 2018 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

Considérant qu'il y a eu erreur sur la dénomination du Service et pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie, il est nécessaire de modifier le nom du Service, d'ouvrir un compte de dépôt de fonds, d'ajouter des modes de recouvrement et d'augmenter le montant de l'encaisse autorisé.

Décide en conséquence :

- Que article 1, il est maintenu une régie de recettes des « Jardins Familiaux » ;
- Que article 2, la régie est installée auprès de la Direction Paysage et Biodiversité au Service Gestion des Ressources, au centre horticole Richer de Belleval, 2733 avenue Albert Einstein, à Montpellier ;
- Que article 3, la régie de recette encaisse :
 - les produits des loyers et cautions des jardins familiaux, conformément au règlement approuvé par Délibération du Conseil Municipal
 - Les consommations d'eau pour chaque parcelle des jardins familiaux « les Grands Grés » et « Rieucoulon »
- **Que article 4, les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :**
 - Numéraire
 - Chèque
 - **Carte bancaire**
 - **Virement**

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures ;

- Que article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'article 3 ;

- Que article 6, un fond de caisse d'un montant de 20 € est mis à disposition du régisseur ;
- **Que article 7, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 5 000 € ;**
- Que article 8, le régisseur est tenu de verser à la Trésorière municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois ;
- Que article 9, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;
- Que article 10, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Décision n° VD2018-141

- Que article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 12, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/03/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22/03/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.